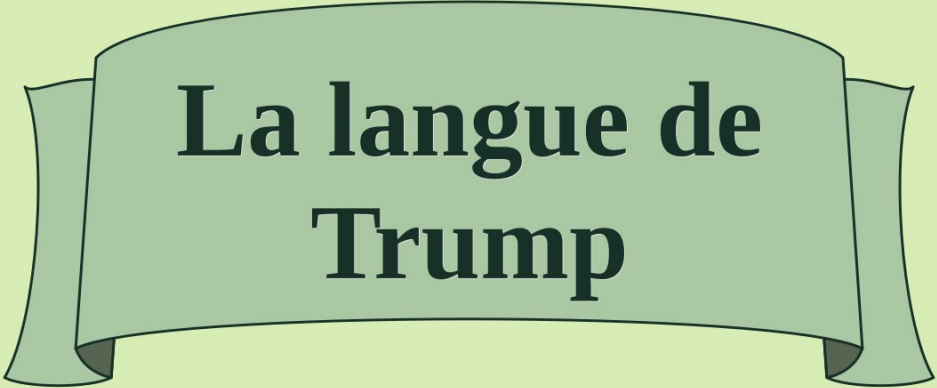




La langue de Trump

Viennot, Bérangère

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Bérengère Viennot

LA LANGUE DE TRUMP



les arènes

LA LANGUE DE TRUMP

Ouvrage publié sous la direction de Clotilde Meyer

© Les Arènes, Paris, 2019
Tous droits réservés pour tous pays

Les Arènes
27, rue Jacob, 75006 Paris
Tél. : 01 42 17 47 80
www.aren.es.fr

Bérengère Viennot

LA LANGUE DE TRUMP

les arènes

À Bonnie et Joshua

*C'est une grande misère que de n'avoir
pas assez d'esprit pour bien parler;
ni assez de jugement pour se taire.*

Jean de La Bruyère

I know the best words.

Donald J. Trump

Gueule de bois

Pour les millions d'Américains qui, avant novembre 2016, n'avaient pas cru un seul instant qu'un milliardaire narcissique, sexiste, raciste et inculte pourrait accéder au pouvoir suprême et occuper le même siège que George Washington, Abraham Lincoln ou Theodore Roosevelt, c'est la plus longue gueule de bois de l'histoire de l'humanité.

Aux États-Unis comme dans le reste du monde, beaucoup ont reçu un coup psychologique d'une violence inattendue. Traductrice pour la presse, le 8 novembre 2016 je m'étais préparée à veiller tard au cas où une dernière traduction préélectorale tomberait avant la publication des résultats prévue pour les premières heures de la matinée. Si le doute s'était insinué au cours des quelques semaines qui avaient précédé le jour J, j'étais plutôt confiante : l'élection de Trump, ce n'était pas concevable. Pas juste parce qu'il n'en avait pas l'étoffe ou que, personnellement, je n'en avais pas envie, pas seulement parce que l'idée qu'une femme devienne présidente des États-Unis, juste après un président noir, me séduisait drôlement, mais simplement parce que le concept était totalement, absolument, résolument ridicule.

À 2 heures du matin, quand je suis allée me coucher, deux États avaient publié leurs premiers résultats : le Kentucky affichait 72,7 % de voix en faveur de Donald Trump et l'Indiana 69,3 %. Je me suis dit OK, l'Indiana est un bastion républicain de longue date et le Kentucky penche à droite depuis le début des années 2000. Hillary va arracher sa victoire avec les dents, mais l'issue du combat est forcément jouée d'avance. Bonne nuit.

Le réveil fut saumâtre.

Pour la traductrice que je suis, cet événement a été un bouleversement. Sur un plan personnel, car j'ai du mal à apprécier le personnage (et encore plus de difficulté à le cacher, comme on le verra) et parce que je m'intéresse suffisamment à la politique internationale pour entrevoir le potentiel catastrophique de son accession au pouvoir. Sur un plan professionnel, parce qu'il m'a obligée avec une violence subite à revoir ma façon de travailler et m'a brutalement expulsée de la zone de confort dans laquelle je me prélassais avec bonheur depuis l'élection de Barack Obama en novembre 2008, sans pour autant que ce bouleversement apporte le moindre épanouissement à ma

pratique. Car, à l'image de cette étrange présidence venue du monde de la télé réalité, de l'ostentation absolue et de l'égotisme forcené, la langue de Trump, matière première de mon travail, s'est révélée appartenir à un univers à part, à la fois cause et effet de l'avènement d'une nouvelle Amérique.

Oser traduire Trump

Mon métier de traductrice me balade dans le paysage de l'actualité internationale et, en fonction des commandes de mes clients, me conduit à traduire toutes sortes de textes générés par les rebondissements politiques qui secouent la planète depuis le début des années 2000. C'est une activité aussi passionnante que peu rentable, qui me range dans la catégorie des « gens à vocation ». Quasiment des artistes. Ceux qui aiment tellement ce qu'ils font que finalement, ils s'accommodent de la transparence et de l'ingratitude sociale et financière qui accompagnent leur activité.

La traductrice (il y a des hommes qui font ce métier, je sais, mais ils n'ont qu'à écrire un livre) est invisible par nature. Sa fonction consiste à transposer un message d'une langue (au hasard : l'anglais) à une autre (disons le français). Et là, j'ai une pensée émue pour tous les traducteurs qui devront traduire ce livre en ouzbek, serbo-croate ou nahuatl. Moi, je sais que vous existez.

Contrairement à quelques idées reçues auxquelles tous mes collègues sont confrontés au cours de leur carrière, la traduction ne se résume pas à traduire des mots, et elle n'est pas accessible à tous. Il ne suffit pas de parler deux langues pour savoir traduire, ni d'avoir un bon dictionnaire, ni d'avoir été hyper fort en version/thème à la fac, ni de très bien connaître le fils de la dame qui fait le ménage au British Council.

Traduire, c'est faire passer un *message* d'une langue à une autre. Cela nécessite plusieurs étapes dont aucune n'est superflue. Tout d'abord, il faut comprendre le texte d'origine. Cela paraît d'une évidence limpide ? Pourtant, ce n'est pas si simple : pour comprendre un texte ou un discours il ne suffit pas de connaître chacun des mots qui le constituent. Un texte est bien davantage que la somme de ses éléments sémantiques. (D'ailleurs, le grille-pain qui tambourine l'affriolante palourde n'amointrira pas les ossements du vélo de ma tante. Tous les mots de cette phrase vous sont connus, et pourtant son sens vous échappe. Je vous rassure : à moi aussi. Paroles, paroles, paroles...)

Pour qu'un texte existe, il faut avant tout qu'il ait un sens, un référent, un message à transmettre. Sinon, il ne s'agit que d'une liste de mots – ce qui est tout à fait traduisible, d'ailleurs, mais dont l'intérêt sémantique est sujet à

caution (avec une dispense spéciale pour Prévert). Traduire des listes peut s'avérer utile dans le domaine technique, lors de la description des éléments d'une machine-outil ou pour faire des inventaires. Dans le contexte de la traduction politique, qui est celle qui nous intéresse ici, on s'attache à restituer un discours humain cohérent portant un message destiné à être transmis.

Autre condition nécessaire pour traduire un texte ou un discours : connaître suffisamment la langue de son auteur, sa culture, son parcours, bref, savoir qui il est et posséder un bagage le plus exhaustif possible sur le locuteur. Pourquoi ? À cause d'un concept érigé au statut de mot magique par la communauté des traducteurs, sans lequel nous ne sommes rien : le *contexte*. Au même titre qu'une personne est influencée et façonnée par le cadre dans lequel elle évolue, un mot, une phrase, un discours entier n'ont de sens que relativement à leur contexte. Parce que selon qu'elle sera prononcée par un milliardaire américain parvenu à la fonction suprême ou, disons, un prof de gym ou votre kiné, la même phrase revêtira un sens tout à fait différent.

Traduire, c'est vouloir susciter dans sa langue (car le bon traducteur travaille vers sa langue maternelle) les sensations intellectuelles et affectives que le lecteur d'origine a éprouvées. Les deux cultures, celle de la langue de départ et celle de la langue d'arrivée, sont forcément différentes. Le même mot ne reflète pas toujours les mêmes réalités d'une langue à l'autre, même lorsqu'il semble d'une simplicité totale et dénué de toute ambiguïté. (Exemple : dites « fromage » à un Français, il va imaginer un camembert (ou du comté, d'accord). Le concept va prendre une familiarité quotidienne, profondément ancrée dans son histoire. Dites *cheese* à un Américain, il va voir un aliment industriel sous cellophane qui ne suscitera ni les mêmes sensations, ni la même image (quant à l'odeur, n'en parlons même pas). Ça marche avec *pomodoro/tomato* dans un match Italie/Angleterre, disons, mais aussi avec des exemples qui ne se mangent pas : « université », un mot facile à traduire, se dit *university* en Grande-Bretagne, *college* aux États-Unis, mais recouvre des réalités bien différentes, etc.) Il est pourtant possible, le plus souvent, de trouver des équivalences de sens qui dépassent la forme et l'apparence des mots. Ce travail de reformulation vise à restituer le message le plus fidèlement possible en prenant en compte tous les éléments que je viens d'énoncer. C'est ça, le travail de la traductrice...

Prenons un exemple. Le 14 juillet 2017, Donald Trump, de passage à Paris à l'occasion de la fête nationale française, a rencontré la première dame de France, Brigitte Macron, et s'est exclamé : « *You're in such good shape !* » Puis, il s'est tourné vers le président français et il a répété : « *She's in such good physical shape !* » Enfin, il s'est retourné vers Mme Macron et a conclu sur un magistral : « *Beautiful* ».

« *You're in such good shape* », comme l'ont traduit nombre de médias francophones, peut signifier « Vous êtes en super forme ! ». Mot à mot, c'est à peu près ça. Et c'est en effet comme ça qu'on pourrait le traduire si ces paroles étaient prononcées par quelqu'un d'autre, dans un autre contexte : un kiné à son patient, un prof de gym admiratif à son élève, un gendre à sa belle-mère – bref, les possibilités ne manquent pas.

Dans ce cas, en revanche, on ne doit pas traduire « *You're in such good shape* » par « Vous êtes en forme ». Parce que, lorsqu'on prend en considération le contexte, le moment et la personnalité du locuteur, c'est-à-dire le fait qu'il s'agit d'un homme ouvertement sexiste qui se vante d'attraper les femmes par la chatte, les méprise au point d'insinuer qu'une journaliste puisse être hostile à son égard parce qu'elle a ses règles, capable de dénigrer une rivale à l'investiture républicaine parce qu'il la trouve moche ¹, qui a exigé de sa femme qu'elle retrouve son corps d'avant sa grossesse et en a fait une condition pour accepter de faire un enfant, bref, quand on connaît l'homme et son machisme incrusté, on est obligé de le prendre en compte et toute traduction littérale devient impossible.

Autre paramètre incontournable : la personne à qui s'adresse le président américain. Celui-ci ne fait pas mystère de ses préférences pour les femmes jeunes et belles, au point qu'il a même déclaré que, si Ivanka Trump n'était pas sa fille, il sortirait avec elle (oui, beurk). Il fait partie de ces hommes (et de ces femmes) qui estiment qu'une femme ne peut être belle que tant qu'elle est jeune. Au-delà d'une certaine limite elle périme et, frappée d'invisibilité, ne rentre plus dans la catégorie des désirables.

Or, Mme Macron avait déjà dépassé la soixantaine lorsqu'elle a suscité l'admiration ébaubie de Donald Trump. Une vieille dame qui ressemble quand même à une femme, c'est fou ! Voilà qui a dû ébranler une certitude pourtant bien ancrée dans la tête du président américain (et pourtant, tout porte à croire qu'il ne se laisse pas ébranler si facilement).

Ainsi, en prenant en compte à la fois celui qui parle et l'objet de son discours, on ne peut traduire ce « *You're in such good shape* » que par quelque chose comme : « Qu'est-ce que vous êtes bien conservée ! » ou « Mais vous êtes encore pas mal du tout ! » Aussi choquant que cela paraisse, c'est pourtant le seul moyen d'être fidèle à la fois au message explicite mais aussi à tout l'implicite caché derrière ce qui était peut-être, à ses yeux, un compliment, mais qui est en réalité une véritable muflerie.

Il est donc nécessaire d'avoir une bonne connaissance du contexte pour bien traduire en général, et pour bien traduire Donald Trump en particulier. Mais ce n'est pas suffisant ! Il faut aussi *oser* le traduire. Ce qui n'est pas toujours évident pour ceux qui sont amenés à le faire sans que ce soit leur métier (disons, au hasard, les journalistes), et qui, s'ils sont souvent

parfaitement capables de restituer dans leur langue des textes, des extraits ou des déclarations simples, se prennent facilement les pieds dans le tapis lorsque le niveau de difficulté augmente d'un cran, comme dans ce cas. Encore une fois, pas parce que le vocabulaire ou la structure syntaxique posent des difficultés, mais parce que la traduction demande ce qu'on appelle une « déverbalisation », une sorte de désincarnation du message, et une restitution dans une autre langue qui doit s'accompagner d'une adaptation culturelle 2.

Autre exemple de cette difficulté, mise en exergue lors d'une intervention de Donald Trump : dans une des crises de xénophobie dont il a le secret, le président américain a expliqué lors d'un briefing dans le Bureau ovale qu'il en avait ras la casquette de voir arriver des immigrants venus de « *shithole countries* ». Il faisait référence aux pays d'Afrique, à Haïti et au Salvador. « *Why are we having all these people from shithole countries come here ?* » a-t-il demandé, avant d'ajouter qu'il préférerait que les États-Unis privilégient les immigrants de pays comme la Norvège. « Pourquoi est-ce qu'on laisse entrer ici tous ces gens qui viennent de pays de merde ? »

Si le sens de la remarque n'a posé de problème à personne, la traduction du mot « *shithole* » par les médias a pas mal varié. Le quotidien *Libération*, le 12 janvier 2018, a choisi l'expression « trou à rats », par exemple 3. Ce qui semble un peu faible au regard des « pays de merde » (*Le Monde*), « pays de chiotte » (les médias grecs, d'après l'AFP) et autres « *paises de mierda* » de la presse espagnole. Oser traduire Donald Trump, ce n'est pas aussi simple que pourraient le laisser penser la pauvreté et, parfois, la grossièreté de son vocabulaire.

Pour les traducteurs habitués à traduire les discours fluides et syntaxiquement irréprochables de son prédécesseur, le discours de Trump s'est tout de suite avéré casse-gueule. Et c'est très paradoxal, parce que lorsqu'on lit ou qu'on écoute Donald Trump, même quand on n'est pas très fort en anglais, on a l'impression de tout comprendre. Le vocabulaire est ultra-simple, les phrases souvent courtes – voire hachées –, et la syntaxe, euh, comment décrire la syntaxe ? Eh bien, ça dépend des jours. Mais disons que, dans un contexte traditionnel, qui serait par exemple un discours de campagne ou une interview, la syntaxe de Donald Trump alterne entre simplicité extrême et absurdité totale.

*

Je ne prétends pas qu'il n'y ait, pour chaque texte, déclaration ou discours politique, qu'une seule traduction valable. Il y a maintes façons de bien dire la même chose et de rester fidèle à l'original. En revanche, pour le restituer, il est important de prendre en compte le contexte et le registre de langue et de respecter les codes en vigueur. Cela ne présente pas de difficulté particulière

une fois que l'habitude est prise et après quelques années de pratique.

Lorsque Donald Trump est apparu dans le paysage politique international, les professionnels chargés de traduire sa parole ont eu besoin d'un moment d'adaptation. Cet homme qui se revendique antisystème a en effet cassé tous les codes politiques en vigueur jusque-là : avec son élection, d'un point de vue sociétal, moral et sur le plan de la communication, l'Amérique a changé d'univers. Forcé de s'adapter, le petit monde de la traduction a dû lui aussi trouver un nouvel espace de travail.

1. « Regardez sa tête. Qui pourrait voter pour ça ? Vous pouvez imaginer un truc pareil, la tête de notre prochain président ? » a-t-il dit de Carly Fiorina, républicaine en lice pour l'investiture présidentielle (Paul Solotaroff, « Trump Seriously : On the Trail With the GOP's Tough Guy », *RollingStone*, 9 septembre 2015).

Lorsque le nom de la traductrice ou du traducteur n'est pas mentionné, la traduction est de l'auteur.

2. Il doit être clair que je parle ici de traduction de presse et d'actualité. Il existe une foule de spécialités dans le domaine de la traduction, et les règles qui s'appliquent à la traduction de l'actualité et du discours politiques ne sont pas forcément valables dans d'autres domaines, comme la traduction technique, littéraire ou juridique.

3. « Donald Trump : "Pourquoi est-ce que toutes les personnes issues de trous à rat viennent ici ?" », *Libération*, 12 janvier 2018.

L'interview qui tue

À l'image des charcutiers et des boulangères (y'en a un peu plus, je vous le mets quand même ?), des enseignants (c'est pas pour moi que je fais cours, moi je m'en fous, je l'ai, mon bac) et des acteurs primés (je voudrais remercier avant tout ma maman), tant sur la forme que sur le fond, les femmes et les hommes politiques occidentaux utilisent un discours qui obéit à certains codes, voire à certains clichés. Il existe des critères tacites, respectés par tous dans la mesure de la personnalité et de la couleur politique de chacun.

Tous les politiques veulent avant tout être entendus : la forme de leur discours est un outil de persuasion qui a au moins autant d'importance que le fond. En période électorale, ils cherchent à consolider leur base et à convaincre un maximum d'indécis. L'idée étant de se présenter sous son meilleur jour, il s'agit d'être courtois et de respecter les codes de la vie en société ; ceux-là même qui nous incitent à dire bonjour à la dame, à ne pas faire remarquer au papy qu'il a une haleine de chacal ou à ne pas stigmatiser publiquement les plus faibles. Pour une femme ou un homme politique, cela se traduit par une attitude lisse et polie et un registre de langue à l'avenant. Bien parler en public est essentiel pour renvoyer une image de crédibilité et de sérieux, même si cela ne dispense pas de temps en temps de balancer une plaisanterie bien calibrée qui a pour fonction (calculée) « d'humaniser » le locuteur.

Lorsque j'étais étudiante en école de traduction, un de nos professeurs nous avait raconté une anecdote pour illustrer l'importance de la fonction d'interprète et la nécessité de s'adapter au registre de la langue de départ. Dans les années 1980, Georges Marchais, alors secrétaire général du parti communiste français, effectuait de fréquents voyages en URSS où il avait maintes occasions de prendre la parole. Comme il ne parlait pas russe, il bénéficiait des services d'un interprète. Or, ce dernier parlait une langue châtiée et usait d'un registre si soutenu que le politicien français jouissait là-bas d'une réputation d'excellent orateur. Qui était loin, très loin de refléter la réalité du personnage et de l'image qu'avaient de lui, en France, ceux qui l'écoutaient en version originale.

Je n'ai jamais su si cette anecdote était vraie, mais elle m'a marquée au point que vingt années plus tard elle me revienne brusquement au moment où

je suis confrontée à la traduction du discours de Donald Trump. Car le registre que le traducteur va choisir pour traduire un discours donne une première indication sur le contenu global du message.

En ce qui concerne le fond, il existe aussi des normes, tout aussi tacites, auxquelles souscrivent la majorité des politiciens. Aux États-Unis, il est d'usage par exemple que le vainqueur des élections présidentielles tende la main à son prédécesseur et reconnaisse, même laconiquement, ses mérites lors du discours d'investiture à Washington. « Je remercie le président Bush pour ses services rendus à la nation » (Obama, 2009), « Je remercie le président Clinton pour les services rendus à la nation, et le vice-président Gore pour une lutte menée avec courage et auquel il a mis un terme avec grâce » (George W. Bush, 2000), « Au nom de notre nation, je salue mon prédécesseur, le président Bush, pour son demi-siècle de services rendus à l'Amérique » (Bill Clinton, 1993). Inutile de remonter jusqu'à John Adams pour comprendre que l'usage commande au nouveau président de remercier son prédécesseur pour les services rendus au pays avant de passer aux choses sérieuses. Trump, lui, s'en est dispensé, et s'est contenté de remercier Obama pour son aide pendant la période de transition des pouvoirs (autrement dit, il l'a remercié à titre *personnel*, alors même qu'il avait refusé de recevoir et de lire les briefings quotidiens des services de renseignement pendant toute la durée de la transition. Obama l'avait pourtant averti qu'il risquait de « voler à l'aveugle » s'il n'en prenait pas connaissance). « Et nous sommes reconnaissants au président Obama et à la première dame Michelle Obama pour leur aide courtoise durant cette transition. Ils ont été formidables. Merci. » Sinon, pour les huit ans de boulot derrière, vous pouvez toujours vous brosser. Dans le même discours, il en a rajouté une couche en critiquant « le petit groupe dans la capitale de notre pays qui a moissonné les fruits du gouvernement pendant que le peuple en supportait les coûts », ceux dont « les victoires n'ont pas été vos victoires. Leurs triomphes n'ont pas été vos triomphes ». Au temps pour l'esprit de conciliation d'un début de mandat. Trump a donc dès le départ indiqué la couleur : lui ne se plierait pas aux usages formels de la présidence.

Le 45^e président américain a déboulé dans le cadre bien tranquille du discours politique comme un éléphant dans un magasin de porcelaine. Lors des premières interventions de Donald Trump, les traducteurs se sont très vite arraché les cheveux : à l'échelle de la phrase comme à celle du discours, les éléments qui composent son langage paraissaient souvent inachevés et parfois dépourvus de sens. Comme s'il commençait un discours mentalement et ne se mettait à l'articuler à l'oral qu'en plein milieu de son raisonnement. Ce qui donne l'impression, pour celui qui écoute ou qui traduit, d'avoir en face de lui un locuteur qui jette des mots et des idées dans tous les sens, sans fil conducteur. Lorsqu'on les envisage par unités sémantiques individuelles ou

petits groupes de mots, certains segments semblent avoir un sens mais l'idée générale, au niveau de la phrase, est compliquée à saisir. Le seul élément récurrent, que l'auditoire de Trump est toujours certain de retrouver, quel que soit le sujet abordé par le président américain, quel que soit le contexte et le prétexte de l'intervention, c'est... lui.

D'un point de vue linguistique, le premier très gros choc est arrivé fin novembre 2016, avec l'interview que Trump a accordée au *New York Times*, journal avec lequel il entretient des relations houleuses. Il s'agissait de la première interview officielle après son élection, quelques semaines avant sa prise de fonction. Autant dire qu'elle était attendue ; on allait enfin voir et entendre non plus le candidat mais le futur président, à qui l'élection à la plus haute fonction du pays allait sans doute conférer une dignité nouvelle. En effet, il n'aurait plus besoin de manifester d'hostilité ni de convaincre : le combat était remporté, on allait pouvoir aborder des questions de fond.

En guise d'introduction à l'entretien, Trump parle de sa victoire, du nombre de meetings qu'il a tenus par jour, de la « très bonne qualité » des personnes qu'il s'apprête à nommer (« *the quality of the people is very good* », un peu comme le kilo de patates), égrène des chiffres de participants à ses meetings (« *we had great numbers* », on a eu des chiffres fantastiques). Il explique qu'il n'a jamais été fan du collège électoral mais maintenant si, pour deux raisons, et il n'en donne qu'une : « Ça vous permet de voir des États que vous n'auriez jamais vus sinon. » La deuxième raison ne sera jamais évoquée (serait-ce parce que sans le système du collège électoral, il aurait essuyé une défaite cuisante ?). Il aimerait bien, précise-t-il encore, que des journaux comme le *New York Times* soient plus sympas avec lui (« j'aimerais le faire changer d'avis », parce que « je crois que ça simplifierait grandement mon travail », ce qui montre sa conception très personnelle du rôle de la presse et augure de leurs relations futures), avant de répondre aux questions des journalistes. Et là, on entre dans un univers linguistique d'une dimension inconnue.

Entre deux tirades de Trump sur l'amour que lui vouent « les gens » et les foules immenses qui se pressent à ses meetings, Carolyn Ryann lui demande si ses électeurs seront déçus qu'il ne poursuive pas Hillary Clinton en justice. Il répond que non, qu'il est temps d'aller de l'avant et de ne plus diviser le pays. Et soudain, il semble couler une bielle :

Je le fais [ne pas attaquer Clinton] parce qu'il est temps de prendre une direction différente. Il y a eu beaucoup de souffrance, et je crois que les gens qui me soutenaient avec un tel enthousiasme, où ils étaient capables de se pointer à une heure du matin pour écouter un discours. C'était le jour des élections, ils se sont pointés, donc c'était le jour des élections. Oui, je crois qu'ils comprendraient très complètement.

Là, à l'instar de ce journaliste qui, dans *Le Monde* du 20 février 2017, a trouvé nécessaire de préciser : « Les fautes de syntaxe ont été volontairement conservées », je tiens à dire que j'ai fait de mon mieux pour rester fidèle à la lettre de l'original et que les maladroites ne sont pas de mon fait⁴.

Chaque segment de cet extrait est compréhensible. Pourtant, prise dans sa globalité, sa phrase, outre qu'elle est bancal d'un point de vue syntaxique, n'est pas... tout à fait claire, dira-t-on pudiquement. Si l'on utilise une technique de traduction traditionnelle (et là, je suis tentée de dire « normale »), et que l'on essaie de restituer le message contenu dans cette phrase, c'est les nœuds au cerveau assurés. Comme il est d'usage de le faire lorsqu'un texte censé être grand public est un peu trop abscons, le traducteur pourrait céder à la tentation de « contextualiser » sa traduction, c'est-à-dire de développer certains éléments pour simplifier la lecture, de manière explicite ou en étoffant discrètement, pour plus de précision, une idée déjà évoquée sans modifier le message original ni rien y ajouter.

Dans le cas présent, hors de question de rectifier le tir pour rendre la phrase plus compréhensible. Non que cela soit impossible à réaliser, car en se penchant bien sur le texte on peut à peu près remonter le fil de la pensée du locuteur et comprendre pourquoi il tient ce discours désordonné ; mais fluidifier son contenu demanderait un tel travail qu'on obtiendrait à l'arrivée une déclaration très éloignée de l'original. Avec Trump, la forme hachée et les apparentes crises d'élucubrations font tellement partie du personnage que l'on se retrouve obligé de coller, littéralement, à la forme du texte d'origine, faute de quoi la traduction n'est plus fidèle. D'ordinaire, il arrive que le traducteur supprime une répétition, lorsqu'elle est accidentelle, et corrige ici ou là une erreur de syntaxe lorsqu'elle est isolée et qu'elle ne change rien au message. Or, dans le cas de la parole de Trump, les rectifications syntaxiques ou formelles représenteraient un chantier si gigantesque que ce ne serait plus de la traduction mais de la réécriture. Et comme la façon de parler est aussi importante que le fond du message (quand message il y a), car c'est aussi un reflet de la personnalité et de la réflexion de l'orateur, avec un discours aussi caricatural dans ses difficultés d'expression on se retrouve dans l'obligation de bien traduire quelqu'un qui s'exprime mal, et donc de livrer une traduction qui paraît bancal. En réalité, ce serait en lissant sa parole que le traducteur serait à côté de la plaque.

Quand, depuis vingt ans, dans sa pratique, on travaille à ciseler son langage et sa pensée pour livrer des traductions claires, quel que soit le niveau de difficulté du discours, quand on enseigne à ses étudiants en traduction comment séparer le bon grain stylistique de l'ivraie et qu'on s'acharne à exiger d'eux une connaissance la plus fine possible de leur langue, ça défrise. Toujours rester fidèle au message, ne pas trahir la pensée de l'auteur et livrer

un texte sans accroc, un peu dans l'esprit de Boileau selon qui « ce qui se conçoit bien s'énonce clairement ». Et là, paf, Donald Trump déboule, efface l'ardoise et nous oblige à revoir nos techniques de traduction du discours politique. Non que l'exigence de rigueur soit amoindrie ; mais avec lui, la rigueur doit s'appliquer dans le respect de la médiocrité stylistique.

Cette interview est un avant-goût assez représentatif des discours et des interventions trumpiennes ultérieures. Syntaxe hachée, vocabulaire simplissime et surtout, répétition sans fin des mêmes mots (on y relève rien moins que 41 occurrences du mot *great*, sans doute le vocable préféré de Trump, 25 fois le verbe *win*, 7 fois *tremendous*, et la liste est longue). Comme si l'esprit de Donald Trump tournait en boucle, en circuit fermé, à l'échelle de son vocabulaire et donc de sa pensée.

Non seulement il se répète mais son vocabulaire, lui aussi, tourne en rond dans un champ lexical limité noyé dans les superlatifs. Le plus troublant c'est que, même s'il s'agit de mots ultra-simples, parmi les premiers que l'on apprend pour se débrouiller en anglais, ce ne sont pas pour autant les plus évidents à traduire. En effet, les mots les plus précis, les plus savants, les plus pointus portent moins d'ambiguïté sémantique que ceux qui ont un sens très général, voire peuvent s'avérer quasiment vides de sens.

La façon assez peu conventionnelle de Donald Trump d'appréhender les relations internationales ébranle aussi le moule policé de la communication politique lorsqu'il aborde, au cours de cette première interview, le sujet de la Russie et de l'État islamique (EI), par exemple :

Est-ce que ce ne serait pas chouette qu'on s'entende réellement bien avec la Russie, est-ce que ce ne serait pas chouette si on attaquait l'EI ensemble, ce qui, soit dit en passant, en plus d'être très dangereux, ça coûte beaucoup d'argent, et l'EI n'aurait même jamais dû avoir le droit de se former, et les gens vont se lever et me donner un grand coup de main.

Ou encore celui du conflit israélo-palestinien :

J'ai eu, en fait, plein de formidables hommes d'affaires israéliens qui m'ont dit, vous ne pouvez pas faire ça, c'est impossible. Je ne suis pas d'accord, je crois qu'on peut faire la paix. Je crois que les gens en ont assez, maintenant, qu'on leur tire dessus, qu'on les tue.

Avec des réflexions binaires dignes d'une logique enfantine, on est à la fois loin des raisonnements géopolitiques complexes mais aussi à mille lieues des réflexions convenues, trempées dans la langue de bois auxquelles les journalistes (et les traducteurs) sont habitués. Au fil de ses relations si particulières à la presse, Donald Trump a inauguré une ère de communication nouvelle, où il est seul à tenir les rênes et où il n'est pas question qu'il s'adapte à son auditoire et à ce qui est attendu de lui. Est-ce qu'il ne fait pas

d'effort rhétorique parce qu'il n'en a pas envie (c'est le président ! il fait ce qu'il veut !) ou est-ce qu'il n'en est pas capable ? Est-il seulement conscient d'être en-deçà du niveau moyen d'expression d'un adulte éduqué, et à plus forte raison d'un président américain ? Donald Trump est-il le seul à ne pas appréhender le changement qu'il incarne ?

4. Il faut dire que la citation, dans *Le Monde*, était gratinée et détonnait pas mal au milieu des articles léchés du quotidien. Voyez plutôt : « Un nouveau sondage Rasmussen – en fait parce que les gens comprennent – la plupart des médias ne comprennent pas. En fait, ils comprennent, mais ils ne l'écrivent pas. Disons ça comme ça. Mais un nouveau sondage Rasmussen vient d'être publié et il évalue notre taux d'approbation à 55 %, en hausse. »

La portée de la baffe

Depuis que Donald Trump est arrivé à la tête du monde libre, j'ai l'impression de me prendre une gifle tous les jours. Je ne crois pas être la seule. Étant donné que ce n'était plus arrivé depuis l'enfance, le choc est rude. Ceux qui se sont déjà pris des baffes dans leur vie savent que ce n'est pas la douleur physique qui est la plus cuisante, même si elle n'est pas toujours négligeable. C'est plutôt l'humiliation d'être frappé au visage, dans la représentation même de notre humanité et de notre personnalité, mais aussi le sentiment d'injustice qui souvent l'accompagne. Car ceux qui collent des baffes sont les plus forts, ce sont ceux qui savent qu'ils ne risquent pas grand-chose en retour. Coller une gifle à quelqu'un, c'est l'expression physique d'un abus de position dominante. Quand les forces sont à peu près égales ou que le sentiment d'impunité est moins net, on va souvent bien plus directement à l'empoignade et à la bagarre. D'ailleurs, les premières gifles de la vie sont souvent administrées par des parents, des grands frères ou des grandes sœurs, c'est-à-dire des personnes en position d'autorité et de domination.

Avec Trump, dès qu'on ouvre un journal/une radio/Twitter, c'est minimum une baffe par jour. En tant que président des États-Unis, il occupe une position absolument dominante, LA position dominante par excellence. Il le sait. Et les gifles sont de toute nature, car avec lui la violence est constante et multiforme.

C'est d'abord une violence verbale. Le vocabulaire que Trump choisit d'employer est d'une rare brutalité. Et il ne s'agit pas seulement de la représentation sémantique d'une intention belliqueuse, comme lorsqu'il parle de déchaîner le « feu et la fureur » contre la Corée du Nord. Dans son langage quotidien, plus banal, employé tous les jours, il colle des mandales à la langue anglaise. Pour commencer, en répétant en boucle les mêmes mots creux (*good, bad, great, incredible, tough*, etc.) afin de désigner des réalités que l'on sait nuancées, il donne une image épouvantable de sa langue qui, étant donné l'hostilité que sa prétendue domination soulève parfois, n'en a vraiment pas besoin. L'anglais est une langue d'une richesse extrême (je ne prétends pas à l'objectivité, on l'aura compris), qui s'est construite au fil des siècles en empruntant à un tas de langues voisines (notamment le français : savez-vous par exemple que si on dit en anglais *pork, beef* et *mutton* pour désigner la viande des animaux qui s'appellent *pig, ox* et *sheep* lorsqu'ils sont vivants,

c'est parce que ce sont des emprunts au français qui datent de l'invasion de l'Angleterre par Guillaume le Conquérant il y a bientôt mille ans ? Celui-ci avait emmené ses cuistots (déjà des a priori sur la cuisine anglaise) qui avaient imposé leur vocabulaire aux fourneaux), et cette langue si riche dispose d'une foule de verbes, d'adjectifs et d'adverbes tous plus imagés les uns que les autres. Ne pas savoir s'en servir quand on n'est pas de langue maternelle anglaise, ça se conçoit ; quand on a une occupation qui n'implique pas une représentativité internationale, d'accord. Mais que celui qui doit être la vitrine de son pays et donc de sa langue n'utilise qu'un vocabulaire de niveau 5^e, franchement ça fait mal au cœur de la linguiste que je suis.

Ce manque de vocabulaire que je ressens comme une agression n'est pas ce qu'il y a de pire dans la violence verbale de Trump. Certes, il maltraite la langue, qui ne lui a rien fait. Mais quand il profère des insanités du genre (en parlant de l'État islamique, pendant sa campagne) : « *I would bomb the shit out of them. I would just bomb those suckers* » (« Je les bombarderais ces connards, je leur bombarderais bien la gueule jusqu'à l'os »), sa vulgarité est aussi une véritable violence. Tout comme lorsqu'il parle des femmes en insinuant qu'il faut les « traiter comme de la merde » ou qu'il se permet de les « attraper par la chatte ».

Ce genre de phrases dans la bouche d'un président des États-Unis fait saigner les oreilles de qui les entend et les yeux de qui les lit. À ce niveau, n'est-ce pas de la maltraitance verbale ? Et que dire des qualificatifs qu'il choisit d'utiliser dans le contexte de la vente d'armes ? En mai 2017, voici comment le président des États-Unis a évoqué de potentielles ventes d'armes au Qatar : « *a lot of beautiful military equipment* », soit « tout plein de très joli matériel militaire ». Quand on connaît la destination de ce matériel et sachant à quel point le sujet est sensible aux États-Unis, où les armes à feu font des milliers de victimes chaque année, un tel oxymore confine à l'obscénité.

La violence des mots de Trump, déjà facilement repérable lorsqu'il était candidat, se traduit d'ailleurs dans ses actes politiques : avec le « Muslim ban » dès les premiers temps de sa présidence, cette tentative d'interdire l'accès des États-Unis aux ressortissants de sept pays à majorité musulmane, avec ses initiatives anti-immigration et l'ordre de séparer des centaines d'enfants de leurs parents à la frontière mexicaine pour « dissuader » les candidats à la migration d'entrer aux États-Unis. Trump ne cache pas qu'il considère les immigrés latinos comme des insectes nuisibles, ce qu'il laisse entendre par son choix de champ lexical. N'a-t-il pas dit en juin 2018 qu'il refusait de les voir « infester » les États-Unis, justifiant ainsi la cruauté des mesures prises à leur encontre ? Il agit en conséquence en donnant l'impression qu'il les écraserait volontiers sous son talon et, dans ce contexte, on ne peut pas lui reprocher de ne pas accorder de sens aux mots. C'est en

effet davantage en animaux qu'en humains qu'il traite les candidats à la migration.

D'autre part, le déferlement quotidien de tweets présidentiels rageurs, vengeurs, vantards ou absurdes, auquel il est quasiment impossible d'échapper à moins de se réfugier dans une grotte et d'être totalement déconnecté, constitue aussi une violence qui exacerbe ce sentiment d'être emporté dans un tourbillon d'inepties portant en elles le risque d'entraver la réflexion de ceux qui les subissent. En effet, comment s'arrêter pour réfléchir et analyser une déclaration si, dans le temps de la réflexion, le président en a vomi une douzaine d'autres ? Comment esquiver la gifle quand celui qui la donne semble avoir autant de bras que Méduse a de serpents dans la chevelure ?

Merde alors

La vulgarité, ce n'est pas qu'une question de gros mots.

Pays de merde, attraper les femmes par la chatte, si ce n'était pas ma fille je sortirais avec elle, on voit qu'elle a du sang qui lui sort de je sais pas où...

La vulgarité de Trump est récurrente et si elle est tellement choquante, c'est parce qu'elle n'a pas sa place dans la bouche d'un président américain. Parmi les rôles tacites que sont supposés jouer les hommes et femmes politiques de l'époque moderne, celui d'exemple, de modèle, est assez largement partagé. C'est une des raisons pour lesquelles les politiciens ne se laissent que rarement aller et que, lorsque cela leur arrive, les médias comme l'opinion publique ne les ratent pas.

La vulgarité d'un Nicolas Sarkozy disant « casse-toi, pauvre con » à un agriculteur qui refusait de lui serrer la main a beaucoup choqué tant les médias que l'opinion française, justement parce que cela le propulsait en dehors de la sphère présidentielle dans laquelle il était censé rester pendant toute la durée de son mandat. C'est bien la forme qui avait choqué, pas le fond. Il aurait très bien pu dire à ce monsieur : « Je n'ai rien à vous dire, allez donc voir ailleurs » et personne ne s'en serait formalisé – on n'en aurait même sûrement rien su. C'est de s'être momentanément et sur un coup de chaud débarrassé de l'armure de courtoisie que l'élu est obligé de porter qui a provoqué l'émotion. Dès son élection, le président, en France comme aux États-Unis, n'est plus un homme ; il devient l'incarnation d'une fonction. En prêtant serment sur la Bible lors de la cérémonie d'investiture, le président américain, symboliquement, abandonne son individualité pour devenir la voix et l'image du pays tout entier. Il représente ce que le pays a de plus grand et de plus digne : on peut difficilement lui pardonner de se donner en spectacle et, ainsi, de bafouer les honneurs et le respect que doit inspirer la fonction et, partant, le pays. Jusqu'à Trump, en termes de politique internationale, la référence de vulgarité tant dans la forme que dans le fond était celle de Vladimir Poutine claironnant sa virile intention de « buter [les extrémistes tchétchènes] jusque dans les chiottes ».

La vulgarité ne se limite pas aux mots, il existe aussi une vulgarité de l'âme. Un des exemples les plus révélateurs est celui où, pendant sa campagne, Donald Trump s'est mis à proférer des onomatopées inarticulées

en agitant la main droite, le poignet cassé, comme pour imiter le journaliste handicapé qui lui reprochait d'avoir affirmé, faussement, avoir été témoin d'une scène où des milliers « d'Arabes [...] faisaient la fête » lorsque les tours jumelles s'étaient écroulées le 11 septembre 2001. Ou lorsqu'il parle comme il s'est adressé à cette journaliste, lors d'une conférence de presse le 1^{er} octobre 2018, en lui disant : « Je sais que vous ne pensez pas. Vous ne pensez jamais. » Cette vulgarité qui fraie avec l'injure porte préjudice à la stature de la personne et pourrait sembler contre-productive. Pourtant, et c'est l'un des mystères de cette élection, elle n'a pas empêché la victoire de Trump.

*

Le politiquement correct est un des grands ennemis de Trump, qui aime à répéter qu'il ne le pratique pas. Il se targue même de ne pas être « présidentiel » : après avoir déclaré, en septembre 2018, qu'il était « tombé amoureux » [*sic*] du dictateur nord-coréen Kim Jong-un, qui lui aurait écrit « des lettres très belles », il s'est écrié : « Ils vont dire : “C'est horrible ! Tellement pas présidentiel !” » et a ajouté : « C'est tellement facile d'être présidentiel. Mais au lieu d'avoir 10 000 personnes qui essaient de rentrer dans ce stade bondé, on n'aurait pas plus de 200 personnes. » Autrement dit, le choix du franc-parler est assumé et son but, explicite : faire du chiffre.

Certes, le politiquement correct est une forme d'hypocrisie ; une sorte de langue de bois qui permet à votre interlocuteur de vous sourire de toutes ses dents tout en vous plantant éventuellement un couteau dans le dos à la première occasion. Mais c'est aussi, et surtout, un moyen d'entretenir une certaine paix sociale et une dose de bienveillance dans les rapports entre les citoyens. Si le politiquement correct consiste à ne pas dire ouvertement tout ce qu'on pense, alors c'est tout simplement la version politique de la courtoisie et du respect des codes sociaux qui régissent les groupes humains.

Dans le cadre scolaire, par exemple, on ne tolérerait pas qu'un professeur dise à un parent : « Il est un peu con, votre fils. Il est gentil, hein, je dis pas, mais il est mou du bulbe. » Non, l'enseignant dira : « Votre fils a des difficultés d'apprentissage conséquentes, il va falloir trouver une solution, mais il a un réel atout : sa gentillesse avec ses camarades. » Il s'agit de véhiculer un message de la manière la plus bienveillante possible, en l'enrobant de mots qui nuisent au minimum afin que l'interlocuteur encaisse le coup sans tomber KO. C'est exactement la même raison qui nous pousse à expliquer à nos enfants qu'il ne faut pas hurler qu'elle est moche la dame ou qu'il a l'air mort le vieux monsieur. C'est peut-être vrai qu'elle est moche, la dame, mais ça va mieux en le taisant. Et s'il faut vraiment le dire, parce que ça a une quelconque utilité (ce qui, dans le cas de Trump, me semble bien souvent contestable), alors on prend des gants.

Mais pas Trump. Lui n'utilise pas les filtres du politiquement correct, c'est-à-dire les règles de base de la vie en société appliquées aux plus hautes sphères de la politique. Apparemment, il est dispensé et il s'en vante comme si c'était un choix. Je crois plutôt que c'est parce qu'il n'est pas capable de faire autrement. Il est incapable de filtrer ce qu'il pense, parce qu'il n'arrive pas à adapter son comportement aux situations auxquelles il est confronté. C'est ce qui explique son extrême vulgarité mais aussi, sans doute, sa popularité auprès de la frange de la population américaine qui a l'impression d'être menée en bateau par une élite politique qu'elle ne comprend pas, et qui voit dans le côté « nature » des propos de Donald Trump, qui dit tout ce qu'il pense, une forme de franchise et, partant, d'honnêteté.

La vérité si je mens

« *Believe me.* »

Il existe sur YouTube un petit clip de 3 minutes et 23 secondes, posté par un certain vgolfoz. Il s'intitule « Donald Trump BELIEVE ME ».

C'est un montage de scènes où Donald Trump, à la tribune, prononce les mots « *believe me* » dans des contextes divers. Armée d'un stylo et de beaucoup d'abnégation, je l'ai regardé en boucle et j'ai compté et recompté : l'auteur de la vidéo a réussi à caser 76 occurrences différentes de « *believe me* » en un peu plus de 3 minutes. Et le document n'est évidemment pas exhaustif.

Notons au passage que l'auteur du clip a parfois laissé des bouts de phrases autour de la locution, histoire de la contextualiser, et que cela donne des situations à l'ironie irrésistible, par exemple lorsque Donald Trump dit « *I have great respect for women, believe me* » (« J'éprouve un immense respect pour les femmes, croyez-moi ») ou bien encore « *I am the least racist person you've ever met, believe me* » (« Je suis la personne la moins raciste que vous ayez jamais rencontrée, croyez-moi »).

Selon le *Washington Post*, qui manifeste une hostilité assumée – d'ailleurs parfaitement réciproque – envers le président des États-Unis, Donald Trump a menti plus de 2 000 fois en 2017. En 2007, ce quotidien a conçu un « vérificateur de faits » dédié à la recherche de la vérité dans les discours des politiques américains. Il note le degré de mauvaise foi d'une prise de position en lui délivrant des « Pinocchio ». Un Pinocchio est attribué lorsque la personne cache délibérément certains faits, ne révèle qu'une partie de la vérité, fait preuve de quelques exagérations et omissions mais sans dire de mensonge éhonté. Le maximum, quatre Pinocchio, est alloué à celui qui profère des « énormités ». Et un Pinocchio à l'envers revient à la personnalité qui fait volte-face par rapport à des prises de position précédemment affichées.

Depuis l'élection de Donald Trump, ce *fact checker* du *Washington Post* est en surchauffe. Le journal l'a par exemple gratifié de quatre Pinocchio pour avoir affirmé à maintes reprises que construire un mur entre les États-Unis et le Mexique allait permettre de réduire considérablement le trafic et la consommation de drogue sur le sol américain. C'est faux à double titre, dans la mesure où d'une part, la plupart de la drogue entre aux États-Unis soit par

les ports de commerce, soit par des tunnels clandestins sur lesquels le mur n'aura aucun impact, mais aussi parce que le principal problème de drogue aux États-Unis est dû à la prescription abusive de médicaments antidouleurs par des médecins et que l'érection d'un mur à la frontière n'y changera rien.

Dans la fameuse interview accordée au *New York Times* entre son élection et sa prise de fonction, lorsque Trump est interrogé sur son choix d'engager Steve Bannon, rédacteur en chef du site d'extrême droite Breitbart, il le défend en affirmant que Bannon n'est ni le raciste ni l'antisémite que l'on pense, bien au contraire :

Maintenant, je vais vous dire, je le connais très bien. Je vais dire une chose, et je vais dire une chose, si j'étais très convaincu de ça, si je pensais qu'il faisait quoi que ce soit, ou qu'il avait les moindres idées qui seraient différentes des idées auxquelles vous penseriez, je lui demanderais très poliment de partir. Mais en attendant, je trouve qu'il est traité très injustement. C'est très intéressant, parce que plein de gens prennent sa défense en ce moment.

Et Reince Priebus, futur chef de cabinet de la Maison-Blanche, d'ajouter :
« Ce que le président élu dit est vrai à cent pour cent. »

Bienvenue dans un monde où il suffit de dire une chose pour qu'elle devienne vraie. À cent pour cent.

Donald Trump, roi des menteurs ? C'est peut-être un peu plus compliqué que cela. Est-on bien sûr que ce sont des mensonges ? Comment évaluer la mauvaise foi ? En effet, Trump, ses partisans et ses équipes semblent vivre dans une réalité qui n'est pas celle de tout le monde. Un monde de « faits alternatifs », expression créée par Kellyanne Conway, conseillère d'un Donald Trump fraîchement élu, le 22 janvier 2017. Où il ne s'agit plus de comprendre mais de croire, comme en religion. Lors de la conférence de presse du 26 septembre 2018, plusieurs journalistes ont interrogé Trump sur le candidat qu'il venait de proposer au Sénat pour le poste de juge à la Cour suprême, Brett Kavanaugh, que plusieurs femmes accusaient d'agression sexuelle : le président estime-t-il que les accusatrices sont des menteuses ? Que Kavanaugh peut être coupable ? « Plein de gens le connaissent bien. Et ces gens ne croient pas à ce qui se passe », répond Trump. Soit dit en passant, le mot *believe* (« croire ») advient 21 fois dans la bouche du président pendant cette conférence de presse.

Il ne s'agit pas forcément de mensonges. Pour mentir, il faut être *conscient* d'être en train de déformer la réalité. Or Trump dit *sa* vérité à lui, bien ancrée dans son monde mental, et dénigrée par ceux qu'il accuse de colporter des *fake news*. Je ne crois pas que l'on puisse affirmer avec certitude que Trump soit un menteur, car il exprime sans doute une forme de sincérité. À ce niveau de mythomanie, cela ressemble davantage à une forme de déni de réalité

contre lequel il ne peut pas forcément grand-chose, faute de la lucidité nécessaire pour s'en rendre compte.

En revanche, ceux qui le côtoient, son entourage proche, ceux qui abondent publiquement dans son sens, les Pence, Conway et autres Mattis, semblent, quant à eux, beaucoup moins susceptibles d'être dupes de cette fausse réalité projetée par Donald Trump. Lorsque Rudy Giuliani, l'avocat de Trump, sert à un journaliste atterré la très orwellienne saillie : « La vérité n'est pas la vérité », sur la chaîne NBC le 19 août 2018, il se prend de toute évidence les pieds dans le tapis des mensonges servis par l'administration américaine, mais pas parce qu'il les croit : il cherche uniquement à justifier son client et ses mensonges dans le cadre de l'affaire russe.

L'entourage direct du président n'est sans doute pas dupe du système de vérité parallèle mis en place autour de Trump par Trump lui-même ; au point même qu'un des membres de son administration a ressenti le besoin de se blanchir en publiant, en septembre 2018, une tribune dans le *New York Times* pour justifier sa collaboration au sein de la Maison-Blanche tout en confiant que dans l'ombre, lui et d'autres hauts fonctionnaires manigançaient pour contrer les décisions dangereuses et/ou ineptes de Donald Trump. Quelles que soient leurs motivations (selon eux sauver l'Amérique ; selon moi sauver leur peau en prévision du jour où le vent tournera), il est clair que ces personnes ne se laissent pas bernier par la fausse réalité du président, qui est bien seul dans sa délirante bulle. Les mensonges, comme les promesses, n'engagent que ceux qui feignent d'y croire.

Melania

Je n'écrirai pas dans ce livre de chapitre sur Melania Trump. D'abord, parce que mon sujet, ce n'est pas elle ; c'est son mari. Ce n'est pas parce qu'elle l'a épousé et qu'elle reste mariée avec lui, ce n'est pas parce qu'on ne peut pas s'empêcher de penser, sans la moindre preuve, que si elle ne quitte pas l'un des hommes les plus détestés de l'univers, c'est parce que d'une façon ou d'une autre, il a les moyens de l'y contraindre, ce n'est pas parce qu'elle a l'air d'être une potiche figée condamnée à décorer son vilain mari, que je vais l'accabler. Ce serait trop subjectif, même carrément du délit de faciès.

Ce n'est pas non plus parce qu'on a souvent envie de la plaindre, comme au jour de son arrivée à la Maison-Blanche avec son époux fraîchement investi, lorsque celui-ci l'a plantée là, dans la voiture, l'ignorant totalement comme si elle n'existait pas, la réduisant à en faire le tour toute seule pour le rejoindre et gravir les marches derrière lui, et sans lui adresser le moindre regard, jusqu'au perron où les attendait le couple Obama, montrant à la terre entière à quel point son macho de mari la tenait pour quantité négligeable, que je vais écrire un chapitre entier sur elle. Même si cette scène a été maintes fois commentée et, surtout, comparée à la même, huit ans plus tôt, où l'on avait vu le tout nouveau président Obama attendre courtoisement que sa femme l'ait rejoint en sortant de la voiture, puis la faire passer devant lui pour gravir les mêmes marches et l'associer ainsi à sa victoire avant de pénétrer, avec elle, dans leur nouvelle demeure présidentielle.

Ce n'est pas non plus parce qu'en tant que femme et que féministe, je suis révoltée à l'idée qu'une femme se voie intimer comme condition à la maternité de conserver un corps de rêve, et qu'elle obéisse à cet ordre, que je vais dissenter sur la question. Ni parce que les humiliations répétées à chaque révélation des infidélités de son mari me donnent envie de la condamner ou de la plaindre, en fonction de mon humeur du jour. Chacune fait ce qu'elle veut de sa vie de couple. Qui suis-je pour juger ?

Et puis ce livre parle du langage, et Melania Trump ne parle pas beaucoup. Surtout comparé à son bavard de mari. Il est rare qu'elle prenne la parole en public, et elle ne réagit pas aux allégations d'infidélité de son époux. En première dame modèle, elle participe à des événements de bienfaisance et

s'affiche aux côtés d'enfants malades, elle tient compagnie aux premières dames de dirigeants étrangers lors de ses déplacements ou quand elle reçoit, mais ses prises de parole sont rares. Il faut dire que, lors de l'investiture de son mari par le Parti républicain, elle s'est ridiculisée en prononçant un discours dont plusieurs passages plagiaient un discours de Michelle Obama à la convention démocrate de 2008, et en affirmant qu'elle l'avait écrit elle-même – avant que sa véritable auteure, Meredith McIver, avoue s'être effectivement inspirée de ce qu'avait dit Michelle Obama pour le rédiger. De quoi refroidir les velléités d'oratrice de Mme Trump.

Melania Trump est née en Slovénie et n'a la nationalité américaine que depuis 2006. Lorsqu'elle parle anglais, elle a toujours un charmant petit accent slovène. Est-ce la raison pour laquelle elle est si discrète ? En tant qu'épouse de celui qui affiche des convictions ouvertement racistes et xénophobes, qui a interdit l'entrée sur le territoire américain aux ressortissants de certains pays parce qu'ils sont à majorité musulmane, qui veut construire un mur entre son pays et le Mexique pour empêcher une population de Latinos, qu'il stigmatise, d'entrer dans le pays, qui a ordonné la séparation des familles de migrants à la frontière, est-ce qu'elle, en tant que migrante, n'a pas intérêt à jouer profil bas ? Sa situation d'immigrée de fraîche date et le fait que ses parents aient obtenu la nationalité américaine pendant le mandat de son mari semblent tellement absurdes, compte tenu de la politique de Donald Trump, qu'on comprendrait qu'elle veuille rester dans l'ombre pour ne pas qu'on reproche à son époux d'user de deux poids, deux mesures entre sa vie privée et la politique qu'il mène à l'échelle du pays.

On pourrait certes s'attendre à ce que je commente la fameuse veste de Melania, celle qu'elle portait en allant visiter un centre de rétention pour enfants. Cette veste de la marque Zara (choix de marque populaire assez étonnant pour la First Lady) arborait dans le dos les mots : « *I really don't care, do u ?* » (« Je m'en fous complètement, pas vous ? »). Au moment où l'Amérique tout entière semblait se révolter contre la décision de Donald Trump de séparer les enfants de migrants clandestins de leurs parents, alors que l'on avait vu et entendu des documents audio et vidéo où des enfants hurlants et suppliants étaient arrachés à leurs mères, les sensibilités étaient à vif et même les républicains semblaient avoir du mal à justifier une telle initiative et encore plus à lui donner un sens.

Je m'en fous complètement, pas vous ? Première hypothèse, ce message s'adressait à ceux qui critiquaient la politique de séparation des familles, mais alors pourquoi porter la veste pour aller visiter un centre de détention pour enfants ? Cynisme ? Les plus Bisounours, vœu pieux, ont voulu penser qu'elle envoyait un message à son Donald et qu'elle allait justement rendre visite aux gamins qui en étaient victimes pour lui montrer qu'elle n'avait cure de ce

qu'il pensait. Son mari a quant à lui livré une interprétation toute différente et très personnelle : Melania manifestait ainsi son indifférence totale à la réaction des médias, et son mépris aux journalistes. Dans ce cas, est-ce lui qui l'a obligée à la porter ?

Il aurait forcé Melania à porter une veste *qui vaut moins de 50 dollars* ?

*

La communication de Melania Trump, contrairement à celle de son mari, est complètement non verbale. Elle communique par sa simple présence, et nombre de signes laissent penser que c'est souvent de mauvais gré. Contrairement à lui, elle fait parfois passer des messages de façon subtile et plutôt jouissive : par exemple lorsque, raide et silencieuse, elle refuse de prendre la main de son époux qui cherche désespérément la sienne lors de la visite du couple Macron à la Maison-Blanche en avril 2018, ou encore lorsqu'en mai 2017, elle lui donne carrément une tape pour l'empêcher de lui saisir la main alors qu'ils marchent côte à côte sur un tapis rouge à l'aéroport de Tel-Aviv.

Melania Trump, est-ce parce que c'est un ancien mannequin, communique avec son corps, son image. Et, quoi qu'elle fasse, elle est condamnée à subir examens minutieux et détournements en règle. Lorsqu'elle est prise en photo par la presse dans le potager de Michelle Obama à la Maison-Blanche, lors d'un événement où elle est censée jardiner avec des ados américains, sa cote de crédibilité dégringole : habillée comme une gravure de mode, elle ne met même pas un genou par terre (beurk, c'est sale) et semble poser pour un catalogue de jardinage pour *desperate housewives* des banlieues américaines ultra-chic.

Cette femme est un mystère, son mode de communication n'a rien à voir avec le verbe et je ne suis pas apte à écrire sur elle. Je ne traduis pas ce mode de communication-là. Et si chaque apparition aux côtés de son mari ou dans ses fonctions de première dame me donne l'impression que derrière son visage parfait elle hurle « Venez me chercher ! », cela relève probablement du fantasme féministe et cela n'engage que moi.

Cui-cui

Donald Trump est le premier président à avoir fait de Twitter un outil de communication prédominant de son mandat. Twitter est né en 2006, et si Barack Obama s'en est servi pendant sa première campagne présidentielle, il a avoué n'avoir jamais écrit aucun message lui-même à l'époque.

Trump en est totalement fan (« Twitter est une chose merveilleuse pour moi, parce que je fais passer le message... je ne serais peut-être pas là à vous parler en tant que président si je n'avais pas un moyen honnête de faire passer mon message », a-t-il déclaré à Fox News le 15 mars 2017), et il y déverse une véritable logorrhée. Il semble s'y coller dès son réveil et trouve toujours des tas de choses à dire sur une foule de sujets. Et quand il n'en trouve pas, il reste toujours : « MAKE AMERICA GREAT AGAIN ! »

Twitter fournit un excellent moyen d'observer la façon de parler de Donald Trump. Le fameux « *despite the constant negative press covfefe* » (« malgré la constante *covfefe* négative par la presse ») (oui, *covfefe* est féminin), posté le 31 mai 2017, illustre à quel point il a le tweet impulsif. Twitter est le mode de communication idéal pour lui : c'est un média de l'instant, utilisé et lu par des millions de personnes. Sa brièveté forcée permet de marteler petites phrases et slogans et d'exprimer à la perfection un style de pensée haché et succinct. Dans leur livre *How Trump Thinks*, Peter Osborne et Tom Roberts se sont astreints à établir un lexique du langage de Trump sur Twitter. Ils commencent par y expliquer les codes de ponctuation utilisés par Trump :

« guillemets » – cynisme

???? – incrédulité

!!!!!! – incrédulité extrême

TOUT EN MAJUSCULE – colère

Ils rangent ensuite par catégorie le nombre de mots qui reviennent le plus souvent. Dans la catégorie « pour attirer l'attention et signer le tweet », on a par exemple *Wow!*, qu'ils ont relevé 300 fois (les auteurs précisent que les chiffres ont été arrondis. Par ailleurs, leur travail s'est arrêté en avril 2017, il a donc davantage valeur d'illustration que de preuve mathématique). Dans la même catégorie, *sad!* (« triste ! ») revient 250 fois. Dans la catégorie « Louanges (en général auto-décernées) », on trouve l'incontournable *great* (« formidable ») et son superlatif *greatest* (« le plus formidable ») quelque...

4 400 fois. Parmi les autres catégories, dans celle des « Regrets » comprenant les formules « je regrette », « je suis désolé » et « je m'excuse », les auteurs relèvent malicieusement zéro occurrence.

Au-delà de la moquerie facile, on constate que Twitter est le meilleur moyen de communiquer du ressenti comme si c'était des faits. C'est le royaume des tripes qui parlent, du café du commerce, du cliché à deux balles et des petites phrases creuses et décontextualisées. Fort de la position d'autorité qui est la sienne, Trump peut y asséner ses vérités et ses réactions, dictées par les émotions et les premières impressions et non par une véritable réflexion. Il est loin d'être le seul : sur Twitter, souvent les passions se déchaînent mais les débats sont rarement d'une profondeur philosophique. Le format ne se prête pas à la réflexion intellectuelle : il se prête au dialogue superficiel et à l'aphorisme facile. Dans le cas de Trump, c'est plutôt un monologue qui lui sert à justifier ses choix et ses saillies et à asséner une véritable propagande à coups de petits clips laudateurs et de slogans à sa gloire et à celle de son gouvernement. Et aussi, bien sûr, à éreinter les médias en général et la presse en particulier (de préférence le *New York Times* et CNN), à l'exception de Fox News.

Un exemple avec un tweet du 2 août 2018 :

Wow, @foxandfriends explose ses concurrents en audience matinale. Morning Joe est une émission morte avec très peu de téléspectateurs et, quel dommage, Fake News CNN a aussi de très mauvais résultats. Trop de haine et d'articles pleins d'inexactitudes – trop prévisible !

(L'émission « Morning Joe », sur MSNBC, avait la veille tenu un débat sur les soupçons d'obstruction à la justice par Donald Trump face à l'enquête du procureur Mueller au sujet d'une possible collusion entre l'équipe de campagne de Trump et la Russie. Quant à l'émission « Fox & Friends », elle est ouvertement pro-Trump).

Un des problèmes du monde virtuel d'Internet, c'est le sentiment d'impunité de ceux qui s'en servent dans un but nuisible. Les trolls, les harceleurs, les insulteurs anonymes qui se défoulent derrière leur écran, convaincus qu'ils n'auront pas à assumer les conséquences de leurs actes puisque personne n'est à côté d'eux pour les regarder.

Pour Donald Trump, c'est le même système : il raconte tout ce qui lui passe par la tête, comme s'il était seul dans cet univers et qu'il ne pouvait y avoir aucune conséquence, aucune vérification de ses dires. Twitter est pour lui une sorte de défouloir, de brouillon de journal intime où il pourrait raconter tout ce qu'il pense avant de prendre le temps de la réflexion, tout en jouissant secrètement de la certitude d'être lu par des millions de personnes. Twitter, par sa concision et sa portée, favorise un type de pensée binaire, un

monde de gentils et de méchants. Pas besoin de justification, de sources ni de preuves : sur Twitter, Trump manie avec une grande dextérité le vieil adage selon lequel il suffit d'avoir l'air convaincu d'avoir raison pour être cru. Seul inconvénient : avec Twitter, il ne prêche que des convertis. Ses partisans voient dans ces messages lapidaires et péremptoirs une confirmation de la justesse de sa politique et de ses opinions ; ses détracteurs se désolent et s'indignent devant ce qui leur paraît être des manifestations d'orgueil et des chapelets d'absurdités.

Dans un tweet du 31 juillet 2018, par exemple, au sujet des soupçons de collaboration entre son équipe de campagne et la Russie lors de la campagne présidentielle :

La collusion n'est pas un crime, mais ça n'a aucune espèce d'importance parce qu'il n'y a pas eu de Collusion (sauf par Hillary l'Escroc et les Démocrates !).

Outre qu'il a l'air d'inventer un nom de groupe de rock des années 1980 (en VO, « Crooked Hillary and the Democrats », ça sonne plutôt bien non ?), pour Trump, il suffit d'affirmer sur Twitter qu'il n'y a pas eu de collusion pour que ce soit vrai. En outre, en 240 caractères, les petites formules d'invectives passent très bien : « *crooked Hillary* », mais aussi le « *failing New York Times* » ou autres « *fake news media* », matraquées inlassablement, finissent forcément par laisser une trace dans l'inconscient de celles et ceux qui les voient passer sans relâche. D'après l'historien Michael Beschloss ⁵, Trump touche environ 100 millions de personnes par le biais des réseaux sociaux. C'est du jamais vu dans l'histoire présidentielle américaine, et le vocabulaire déversé quotidiennement dans toutes ces oreilles – tous ces yeux, plutôt – ne peut pas ne pas avoir d'impact.

5. Tamara Keith, « President Trump's Description of What's "Fake" Is Expanding », *NPR*, 2 septembre 2018.

Dystopie

Un de mes films préférés, *Le Dictateur*, de Charlie Chaplin (1940), est souvent évoqué depuis l'élection de Donald Trump. Dans ce chef-d'œuvre absolu, un des deux protagonistes est un tyran ridicule aux ambitions démesurées mais aux moyens intellectuels limités, qui finit par se faire détrôner par un petit barbier juif et gentil qui lui ressemble comme deux gouttes d'eau.

Il faut voir et revoir *Le Dictateur*, d'abord parce que c'est un chouette film et aussi pour son côté cathartique. Quand on voit Hynkel jouer avec un gros ballon représentant le globe terrestre, l'envoyer en l'air avec ses fesses à quatre pattes sur son bureau avant de fondre en larmes comme un sale gosse quand il finit par lui exploser au nez, comment ne pas imaginer à sa place le président américain actuel ? Et lorsqu'on l'entend aboyer devant un micro qui se courbe de terreur devant ses invectives, sans que jamais le contenu de ses discours ne soit compréhensible ? Sans parler du côté prémonitoire de son titre ; en version originale, ce film ne s'appelle-t-il pas... *The Great Dictator* ?

Certes Trump, malgré tout son racisme et sa xénophobie, n'a pas (que l'on sache) de visées génocidaires. Il n'est pas question de le comparer à Hitler mais à des personnages de fiction qui s'en inspirent. Il est aussi assez tentant de le faire avec des personnages tyranniques, protagonistes de dystopies fictionnelles qui sonnent comme autant de mises en garde et dont la lucidité n'échappe plus à personne.

Le livre le plus évoqué depuis l'avènement de Trump c'est *1984*, de George Orwell, dont l'éditeur, Penguin Books, a dû faire réimprimer 75 000 exemplaires lorsque Kellyanne Conway, conseillère de Trump, a évoqué pour la première fois le concept de « faits alternatifs ». Elle avait utilisé cette expression pour justifier que l'administration Trump avance d'énormes chiffres de participation populaire lors de la cérémonie d'investiture, alors que toutes les sources médiatiques avaient montré qu'en réalité, le public était plutôt clairsemé. L'importance de l'expression n'avait échappé à personne, et notamment pas aux auteurs du dictionnaire anglais Merriem-Webster (l'équivalent de notre Robert), qui ont alors ressenti le besoin de tweeter une définition du mot « fait » : « un fait est une information présentée comme ayant une réalité objective ».

Si dans *1984*, on ne trouve pas la locution « faits alternatifs », on peut établir la comparaison avec la « novlangue » (*newspeak*, en VO) et, surtout, la « double-pensée » (*doublethink*), qui « signifie le pouvoir d'entretenir simultanément deux convictions contradictoires et de les accepter toutes les deux »⁶. Cette définition ressemble à s'y méprendre à celle de la réalité alternative de l'administration Trump, qui impose sa propre réalité même si elle entre en contradiction évidente et crée une totale dissonance avec la réalité démontrable et démontrée par des faits objectifs.

Cette théorie a été magnifiquement résumée par Trump lui-même, en juillet 2018, lors d'une convention de vétérans : « Ce que vous voyez et ce que vous lisez, ce n'est pas ce qui se passe vraiment. » Autrement dit, la seule réalité est celle qui sort de ma bouche (et de celle de mon entourage proche), et quiconque vous dit le contraire vous ment. Il ne se contente pas, ici, de réfuter ce que d'autres ont dit ou fait : il expose que lui seul peut décider de la réalité. Déclaration reformulée par Rudy Giuliani, avocat de Trump, lorsqu'il affirme qu'il existe une « version de la vérité d'une personne donnée. [...] La vérité n'est pas la vérité ».

Kellyanne Conway, Donald Trump et les employés de son administration qui assènent des contrevérités souvent débouloignées aussi sec par les médias vivent dans un monde fantasmé et enfantin où il suffit de nommer la réalité pour qu'elle prenne corps. « On dirait qu'il y aurait eu beaucoup de monde à mon investiture. » « On dirait que ce seraient les démocrates qui auraient décidé de séparer les enfants des parents des réfugiés clandestins. » « On dirait que le réchauffement climatique n'existerait pas. » C'est un genre de pensée magique, cette conviction que l'on peut réaliser quelque chose en le voulant très fort, qui fonctionne de manière rétroactive et permet de refaçonner la réalité. Or, qui n'a pas frissonné de terreur en lisant *1984* ? Qui ignore que donner aux mots le pouvoir de transformer une réalité passée est l'un des marqueurs d'un régime autoritaire ?

« Et si les faits disent autre chose, alors les faits doivent être modifiés. Ainsi l'histoire est-elle continuellement réécrite. »

6. George Orwell, *1984*, traduction Amélie Audiberti, pour cette citation et la suivante, en fin de chapitre.

Le point Godwin

Tout le monde y pense, tout le monde y fait plus ou moins allusion, tout le monde prend des gants pour manipuler l'idée – mais comme il est tentant de faire des analogies entre l'administration xénophobe de Donald Trump et celle du Troisième Reich, touchant ainsi ce que l'on appelle le « point Godwin » (ce moment où une discussion finit inmanquablement par évoquer les nazis ou la Shoah).

Que les choses soient claires : Trump n'est pas Hitler, Melania n'est pas Eva, les situations ne sont pas comparables. L'économie de la république de Weimar était dans un état catastrophique, l'époque n'est pas la même, les cultures sont à mille lieues l'une de l'autre, Trump n'est pas un nazi (signalons quand même qu'il a mis un certain temps à désavouer le Ku Klux Klan, c'en était un tantinet dérangeant. Et quand il l'a fait, lors d'une déclaration extrêmement laconique (moins de 40 secondes) suite aux violences racistes qui ont fait un mort et de nombreux blessés à Charlottesville en août 2017, c'était en des termes neutres et relevant du cliché le plus artificiel, révélant notamment cette grande vérité : « *Racism is evil* » (« Le racisme, c'est mal »)).

Pourtant, on ne peut analyser la politique contemporaine que par le prisme de l'histoire, et celle-ci nous est si familière, et elle est tellement documentée que ne pas l'évoquer friserait la malhonnêteté intellectuelle. En outre, devant la montée des partis populistes dans le monde occidental, devant la libération et, partant, la banalisation de la parole médiatique et politique raciste, nier les similitudes entre le climat de haine des années 1930 et celui qui est en train de se développer aujourd'hui dans le monde relève de l'aveuglement.

Dans son essai *La Force de l'incohérence* 7, Olivier Mannoni, qui a entre autres faits d'armes livré une nouvelle traduction de *Mein Kampf* (ouvrage qu'il qualifie de « monument de vide conceptuel et d'aberrations syntaxiques »), explique que « parce qu'elle casse sa syntaxe et sa rigueur, la simplification extrême du discours constitue la voie la plus sûre vers la violence ». Olivier Mannoni est spécialiste de l'Allemagne nazie et il a notamment traduit le tome 3 du journal de Goebbels, « graphomane frénétique ». Il raconte y avoir trouvé « une alternance de phrases pompeuses, d'invocations exclamatoires, de dictons mutilés, du type "L'habit ne fait pas

le printemps” », et de multiples et interminables adverbes. Il mentionne également Himmler, dans l’expression orale et écrite duquel on trouve des phrases « à la fois simplistes et embrouillées, un ton emphatique, un style répétitif et surtout l’utilisation de mots quasiment enfantins pour désigner la réalité ». Mannoni relève dans le discours du chef de la SS des éléments qui nous sont familiers, à nous autres, traducteurs de Donald Trump : « Lui aussi parle de “monde mauvais”, exprimant une vision du monde où *schlecht* et *gut* s’opposent d’une manière tout aussi sommaire et binaire que *bad* et *good* dans les discours de Donald Trump. » Quant à Eichmann, haut responsable de la Solution finale, il classait le monde en « bons » et « mauvais », et manifestait une incapacité à exprimer une pensée complexe. Mannoni compare précisément le « bruit et la fureur » dont Trump menaçait la Corée du Nord avant qu’elle ne rentre dans la catégorie des pays alliés de l’Amérique avec la rhétorique d’Eichmann. Là encore, explique-t-il, le langage binaire utilisé par les « grands hommes » de la dictature nazie simplifie la pensée et la rend incohérente, et c’est cette incohérence qui conduit à l’arbitraire et à l’autoritarisme. S’il n’y a plus de cohérence de langue ni de pensée, il n’y a plus de règle définie et précise à suivre. Le pouvoir peut donc se rouler dans l’arbitraire et le peuple craindre sans cesse de transgresser des règles auxquelles il ne comprend plus rien.

Document incontournable dans l’étude du langage des régimes totalitaires et plus précisément de la rhétorique nationale-socialiste, *LTI, la langue du III^e Reich* apporte aussi de l’eau au moulin de ceux qui voient un signal d’alarme dans la simplification de la pensée et de la langue propre à Trump et à son entourage. Ce livre a été écrit par Victor Klemperer, philosophe juif allemand qui s’est attaché dès 1933 à étudier la langue utilisée par les nazis. Il tenait un journal (clandestin, bien sûr), et dès l’avènement de Hitler il a senti que les atrocités commises et celles à venir étaient permises notamment par une neutralisation du sens du langage et de la communication. Klemperer se rend compte que la langue a servi d’outil de propagande à la machine exterminatrice du III^e Reich, et que cet outil a été mis en place assez vite *via* l’imposition d’un certain type de vocabulaire que les nazis détournaient de son sens initial pour lui donner un contenu doctrinaire :

La domination absolue qu’exerçait la norme linguistique de cette petite minorité, voire de ce seul homme [Goebbels, ministre de la Propagande], s’étendit sur l’ensemble de l’aire linguistique allemande avec une efficacité d’autant plus décisive que la LTI [*Lingua Tertii Imperii*, la langue du III^e Reich] ne faisait aucune différence entre langue orale et écrite. Bien plus : tout en elle était discours, tout devait être harangue, sommation, galvanisation

8.

L’indifférenciation entre langue écrite et langue orale, voilà qui sonne familièrement à nos oreilles et à nos yeux abreuvés de discours et de tweets

trumpiens. Dans le discours, au sens large, de Trump candidat puis de Trump président, c'est cela aussi qui a choqué les traducteurs : tout chez lui n'est qu'oralité. Même lorsqu'il écrit, on dirait qu'il parle, qu'il est là, physiquement, et qu'il harangue les lecteurs à coups de slogans et de tweets comminatoires où se retrouve souvent en filigrane la menace de juger antipatriotiques tous ceux qui ne pensent pas comme lui. Trump se déchaîne, menace, se démène pour prouver son innocence, accuser ses ennemis, aux dépens de toute dignité, comme dans ce tweet du 25 juillet 2018 :

Quel genre d'avocat enregistre son client ? Tellement triste ! Est-ce que c'est une première, jamais entendu parler avant ? Pourquoi l'enregistrement a-t-il été terminé (coupé) pendant que je disais probablement des choses positives ? On me dit qu'il y a d'autres clients et de nombreux journalistes qui sont enregistrés – est-ce que c'est possible ? Dommage !

Twitter lui sert aussi à justifier des mesures d'exclusion des étrangers dans des termes binaires qui, pris au pied de la lettre, flirtent avec les appels au lynchage :

Les démocrates veulent des frontières ouvertes et ils veulent abolir l'ICE, les hommes et les femmes courageux qui protègent notre Pays de certaines personnes les plus méchantes et dangereuses de la terre ! Désolé, on ne peut pas laisser faire ça ! Aussi, changez les lois au Sénat et approuvez une Sécurité aux Frontières FORTE !

Ici, j'ai traduit l'anglais « *some of the most vicious and dangerous people on earth* » par « certaines personnes les plus méchantes et dangereuses de la terre ». C'est un choix de traduction délibéré, qui lui accorde le bénéfice du doute, car ces mots peuvent aussi bien être traduits par « certains *peuples* parmi les plus méchants et les plus dangereux de la terre », ce qui donne une dimension internationale à l'ire du président américain. Charge au lecteur, fort de son expérience du personnage, d'interpréter le sous-texte du locuteur.

Certes, on veut éviter le point Godwin à tout prix, mais là on a un dirigeant de carrure mondiale qui voue aux gémonies des peuples dont les représentants vivent *au sein* de sa communauté. Il parle ici des Mexicains et autres exilés d'Amérique latine qui viennent chercher refuge aux États-Unis, il ne s'agit pas de propagande de politique étrangère comme dans le cas de la Corée du Nord ou de l'Iran – il ne doit pas y avoir pléthore de Coréens du Nord en Amérique vu l'étanchéité des frontières ; quant à la communauté iranienne, venue d'un pays abhorré par Trump, elle représente une infime partie de la population (l'Iran fait partie des pays touchés par le « Travel ban », d'ailleurs). C'est une chose de condamner publiquement un peuple dont on est loin à tous points de vue, c'en est une autre de traiter de « plus méchants et plus dangereux de la terre » des membres d'une communauté qui représentent un très fort pourcentage de la population installée sur le sol américain, appelant la population américaine à regarder d'un autre œil les personnes ainsi

stigmatisées qui vivent à ses côtés.

Comme le dit Victor Klemperer, « il y a beaucoup d'hystérie dans les paroles et les actes du gouvernement. Il faudrait qu'un jour on étudie l'hystérie de la langue en particulier ».

*

« La répétition constante semble être un effet de style capital dans leur langue », s'étonne Klemperer en constatant que le moindre fait positif est ressassé par les nazis, qui s'en attribuent automatiquement le mérite, même lorsqu'ils n'ont rien à y voir. On retrouve ce même réflexe et ces répétitions constantes chez Trump, dont la pensée paraît tourner en boucle au gré de l'actualité. À la fois dans ses interventions orales, comme lors de la première interview avec le *NYT*, où il ne cessait d'évoquer sa victoire électorale, et dans ses tweets, où il est capable de revenir sur le même sujet plusieurs fois dans la journée pour dire la même chose. Il est également passé maître dans l'art de s'attribuer le mérite de réussites économiques qui ne peuvent qu'être le produit de plusieurs années de travail de l'administration précédente.

Enfin, un autre élément troublant, quand on se projette l'image d'une Amérique cédant aux sirènes de l'autoritarisme, c'est celle de Trump manifestant son admiration et son respect pour des dirigeants mondiaux jusque-là montrés du doigt par la communauté internationale précisément parce que ce sont des dictateurs. Si la meilleure illustration du phénomène est la camaraderie (« l'amour », même, à en croire Trump) du président américain et du dictateur de Corée du Nord Kim Jong-un, l'admiration et le respect apparemment sincères qu'il manifeste pour le dictateur philippin Rodrigo Duterte, par exemple, accusé de nombreuses violations des droits humains, est moins connue mais tout aussi dérangeante. Si les relations internationales avec des dictateurs font partie de la fiche de poste de tous les présidents, selon Jamie Kirchick, spécialiste de politique étrangère à la Brookings Institution, « ce qui est différent avec Trump, c'est qu'il paraît souvent éprouver une admiration sincère pour ces chefs d'État ». Et il ajoute : « Trump est différent parce qu'il [...] aime le côté arrogant, il aime le côté dur, il aime l'hostilité envers l'opposition et les médias. Et ça, c'est nouveau. Nous n'avons jamais vraiment eu un président qui ne semblait pas exprimer les inquiétudes de ses prédécesseurs au sujet des droits humains ». »

Quand Trump évoque des dictateurs, il ne semble pas mesurer la portée de ses mots : le 5 juillet 2016, lors d'un meeting à Raleigh, en Caroline du Nord, il a par exemple déclaré qu'il aurait préféré que Saddam Hussein et Khadafi soient encore au pouvoir parce qu'eux, au moins, ils étaient efficaces – même s'il concède que, bon, « Saddam Hussein était un sale type. D'accord. C'était un sale type. Un vrai sale type. Mais vous savez ce qu'il savait bien faire ? Il

tuait des terroristes. »

Ces réflexions de café du commerce prennent une dimension menaçante dans la bouche d'un aspirant président – Trump les assumait alors, et il continue de le faire aujourd'hui. « Je suis un nationaliste », a-t-il affirmé en octobre 2018, lors d'un meeting politique avant les élections de mi-mandat. « On n'est pas censé utiliser ce mot », a-t-il jugé bon de préciser, prouvant ainsi qu'il était conscient de la connotation politique extrême du mot. Trump préfère ouvertement la dictature à la démocratie, si elle sert ses objectifs. Il s'est d'ailleurs empressé de féliciter Jair Bolsonaro, nouveau président brésilien élu sur un programme autoritaire aux effluves de retour à la dictature militaire. Est-ce une manière de justifier d'éventuelles mesures de sécurité exceptionnelles suspendant les libertés, l'équivalent de notre « état d'urgence », au bon vouloir du dirigeant et en court-circuitant le processus démocratique et les représentants du peuple ?

La paranoïa nationaliste qui accompagne toujours les régimes dictatoriaux est très présente, tant dans le discours que dans les actes du président américain. Or, ces régimes justifient toujours les moyens qu'ils emploient par la nécessité de se défendre contre un ennemi désigné par l'État, parfois de l'intérieur (les ennemis du peuple), souvent de l'extérieur (les immigrés). En déployant rien moins que 5 000 soldats à la frontière avec le Mexique en octobre 2018, en prévision de l'arrivée d'une caravane de migrants honduriens « très dangereuse » à ses yeux (qui, soit dit en passant, n'était alors parvenue qu'à la frontière sud du Mexique, à des milliers de kilomètres de là, et était constituée d'un peu plus de 4 000 personnes), en promettant d'en envoyer « entre 10 000 et 15 000 » au total (soit trois fois plus que les soldats américains présents en Irak) et en annonçant qu'ils auraient l'autorisation de tirer à balles réelles sur les migrants qui leur jetteraient des pierres, Trump établit que le pays est en danger et qu'il prend des mesures nécessaires destinées à assurer la sécurité de ses citoyens. Discours renforcé par son administration, lorsque Alyssa Farah, chargée de communication du vice-président Mike Pence, évoque « un affront à notre souveraineté ». Menace fantasmée mais susceptible de convaincre, outre la base des fans de Trump, une bonne partie d'Américains vulnérables aux clichés et aux préjugés.

Si théoriquement, l'Amérique n'est pas une dictature, ça sent quand même un peu le soufre.

7. *Contemporary French and Francophone Studies* : Sites, vol. 21, issue 5, Routledge.

8. Victor Klemperer, *LTI, la langue du III^e Reich*, traduction Élisabeth Guillot, Pocket, 2003.

9. « Trump's Latest Praise for Strongmen Includes Rodrigo Duterte, Vladimir Putin and Kim Jong Un », *ABC News*, 14 novembre 2017.

Les ennemis du peuple

Heureusement il y existe des contre-pouvoirs, qui eux aussi utilisent les mots pour se battre. Le plus grand et le plus puissant a toujours été la presse. Aujourd'hui, au sens plus large des « médias » (radio, télévision, Internet, presse en ligne), ce contre-pouvoir continue d'exister en Amérique et d'utiliser le langage pour s'opposer à Trump et à ses « faits alternatifs ». Or, parmi tous les ennemis déclarés de Donald Trump, celui qui fait l'objet de son hostilité la plus violente, ce sont justement les médias et, plus précisément, les médias qui ne sont pas d'accord avec lui :

La liberté de la presse s'accompagne de la responsabilité de rapporter les informations de façon exacte. 90 % de la couverture médiatique de mon administration est négative, malgré les résultats formidablement positifs que nous avons réussi à obtenir, pas étonnant que la confiance dans les médias n'ait jamais été si basse ! Je ne permettrai pas que notre grand pays soit vendu par des *haters* anti-Trump de la presse moribonde. Peu importe combien ils tentent de détourner l'attention et de le cacher, notre pays fait de grands progrès sous mon leadership et je ne cesserai jamais de me battre pour le peuple américain ! Par exemple, le *New York Times* défaillant et le *Washington Post* d'Amazon ne font rien qu'à écrire des articles horribles même sur des réussites très positives – et ils ne changeront jamais !

Cette longue diatribe écrite sur l'espace de quatre tweets à la suite vous est offerte par le 45^e président des États-Unis, qui y précise aussi que les « médias sont rendus fous par leur *Trump Derangement Syndrome* », c'est-à-dire le syndrome de démence trumpienne, maladie inventée par les partisans de Trump qui désigne les réactions systématiquement négatives de ses opposants à la moindre intervention présidentielle. (L'expression est inspirée du *Bush Derangement Syndrome*, forgé par le psychiatre Charles Krauthammer en 2003 pour décrire « les crises aiguës de paranoïa chez des gens normaux le reste du temps en réaction aux politiques, à la présidence – non – à l'existence même de George W. Bush ».)

S'il existe des dizaines (des centaines ? des milliers ?) d'autres tweets de Donald Trump pourfendant la presse, celui-ci est bien pratique, car c'est un bon résumé de la situation et de sa position par rapport aux médias. Analysons-le :

- Culpabilisation. *La liberté s'accompagne de la responsabilité...*, sous-entendu vous ne faites pas votre boulot et ce n'est pas moral.

- *90 % de la couverture médiatique de mon administration est négative.* Lancement intempestif et sans préavis d'un chiffre accablant venu de nulle part – mais donner un chiffre, c'est gagner en crédibilité et surtout, donner des armes à ceux qui vont prêcher pour sa paroisse. Sur Twitter, il suffit de lancer un chiffre pour qu'il fasse très rapidement des petits.

- *Les résultats formidablement positifs que nous avons réussi à obtenir.* Il reste dans le vague, aucune précision n'est apportée sur les résultats en question, car le prendre au mot est suffisant. Une deuxième couche est rajoutée un peu plus bas avec *notre pays fait de grands progrès sous mon leadership.*

- *Pas étonnant que la confiance dans les médias n'ait jamais été si basse !* Illustration du fonctionnement de la pensée magique de Trump. S'il le dit, cela devient une réalité.

- *Je ne permettrai pas que notre grand pays soit vendu par des haters anti-Trump de la presse moribonde...* Là, c'est de l'art. On peut reprocher beaucoup de choses à Trump (et on ne s'en prive pas, sinon vous ne seriez pas en train de lire ce livre), mais il faut admettre qu'on retrouve ici tous les éléments de langage nécessaires à la manipulation d'opinion : La flatterie d'abord (*notre grand pays*), qui le place dans une position irréprochable de patriote et exclut de fait de cette catégorie tous ceux qui ne sont pas d'accord avec lui (il y revient avec *je ne cesserai jamais de me battre pour le peuple américain !*, comprendre : contrairement aux médias qui veulent sa perte). L'accusation ensuite (*soit vendu*, qui soit dit en passant est précisément – pardon, PRÉCISÉMENT ce dont il est accusé dans l'affaire de collusion avec la Russie. Là, il retourne l'accusation contre ses accusateurs et ça marche aussi avec *peu importe combien ils tentent de détourner l'attention et de le cacher*, ce qui est ce qu'il tente lui-même de faire pour échapper à la justice). L'expression *presse moribonde* sous-entend à la fois qu'elle est mauvaise (sinon elle ne serait pas moribonde), et participe en même temps de sa pensée magique (si je le dis alors c'est vrai – voilà qui arrangerait bien les affaires du président).

- Ensuite viennent les accusations ciblées, contre le *New York Times* et le *Washington Post* de Jeff Bezos. Trump déteste le *Washington Post*, qui lui avait attribué trois Pinocchio en 2015 pour avoir claironné qu'il avait prédit dans son livre, sorti en 2000, les attentats de 2001 et la guerre contre le terrorisme qui les suivrait. Depuis, le quotidien ne cesse de révéler des scoops sur le piratage de la campagne de 2016 et sur la possible collusion entre l'équipe de campagne de Trump et des Russes. Et il hait le *New York Times*, qu'il accuse de ne publier que des articles négatifs sur lui, les fameuses *fake news*.

- Enfin, *et ils ne changeront jamais !* est à la fois une mise en accusation

des médias à qui le président reproche leur partialité en se posant en victime innocente (quoi que je fasse, ils me détestent) et une condamnation. Ces journaux sont à ses yeux irrécupérables, il peut donc leur arriver n'importe quoi, ce n'est sûrement pas lui qui les défendra (il ne se gêne d'ailleurs pas pour jeter régulièrement de l'huile sur le feu). La meilleure illustration en est d'ailleurs la petite vidéo postée par son fils Eric, tournée en Floride pendant un meeting de Trump fin juillet 2018. On y voit une foule de partisans de Trump huer un journaliste de CNN pendant de longues minutes et scander « *CNN sucks ! CNN sucks !* » (« CNN est pourri »). Cette vidéo fait froid dans le dos, car l'image d'une salle entière qui hurle sa haine contre un seul homme debout est un lynchage symbolique – difficile de ne pas se dire que la frontière est mince entre le symbole et les actes.

Il me paraît incontournable de faire le parallèle entre cette situation et une autre, comparable, mettant en scène Barack Obama pendant la campagne présidentielle de 2016, où il soutenait Hillary Clinton, lors d'un meeting à Fayetteville, en Caroline du Nord. En plein discours, soudain, la foule se met à huer quelqu'un : il s'agit d'un partisan de Trump, seul parmi tous ces démocrates convaincus, un vieux monsieur arborant ce qui ressemble à des médailles militaires, et qui, tout seul, agite un panneau bleu entouré d'un liséré rouge affichant « TRUMP » et « Make America Great Again ».

L'instinct grégaire de la foule démocrate, qui n'est pas plus moral que celui d'une foule républicaine, la pousse à se mettre à huer le vieux bonhomme et la salle entière se déchaîne contre un seul homme. À ce moment-là, Barack Obama se fâche : « Arrêtez ! Premièrement, nous vivons dans un pays qui respecte la liberté d'expression. Alors... Deuxièmement, il paraît avoir servi dans l'armée, et nous lui devons le respect pour ça. Troisièmement, c'est un vieux monsieur et nous devons respecter nos aînés. Et quatrièmement... ne huez pas ! Ne huez pas ! Allons ! » La foule se calme, et le vieux monsieur est raccompagné vers la sortie avec sa pancarte.

Trump accuse les médias d'être les « ennemis du peuple américain », et ce faisant, il utilise un vocabulaire de propagande qui rappelle les dictatures européennes du XX^e siècle, où l'ennemi du peuple était toujours à abattre. Cette expression était particulièrement prisée par Staline, qui comme nul ne l'ignore n'était pas un tendre avec ses ennemis politiques. Voici ce qu'en dit le rapport Khrouchtchev :

Staline fut à l'origine de la conception de l'« ennemi du peuple ». Ce terme rendit automatiquement inutile d'établir la preuve des erreurs idéologiques de l'homme ou des hommes engagés dans une controverse ; ce terme rendit possible l'utilisation de la répression la plus cruelle, violant toutes les normes de la légalité révolutionnaire contre quiconque, de quelque manière que ce soit, n'était pas d'accord avec lui ; contre ceux qui étaient seulement suspects d'intentions hostiles, contre ceux qui avaient mauvaise

réputation. Ce concept d'« ennemi du peuple » éliminait en fait la possibilité d'une lutte idéologique quelconque, de faire connaître son point de vue sur telle ou telle question, même celle qui avait un caractère pratique.

En janvier 2018, le sénateur Jeff Flake, républicain ouvertement hostile aux politiques de Trump, qui a décidé de ne pas se représenter en 2018 pour manifester son désaccord, s'est lui aussi indigné : « C'est une preuve de l'état dans lequel est notre démocratie, que notre propre président ait recours à des mots utilisés de sinistre mémoire par Joseph Staline pour décrire ses ennemis. »

Staline n'avait pas inventé l'expression, déjà entendue pendant la Révolution française et largement pendant la Révolution bolchevique, mais il a contribué à la diffuser et l'a utilisée pour désigner les boucs émissaires de l'URSS. Le fait que Trump choisisse le même vocable, lui qui est si peu cultivé, n'est pas un hasard. Il en sait peu sur l'histoire de son pays et de la Russie, mais apparemment lui, ou celui de ses conseillers qui lui a recommandé de s'en servir, sait à quel point il est chargé de sens.

Et ça marche : la presse est huée pendant ses meetings, Trump lui-même relaie ces images sur ses compte Instagram et Twitter, il ne rate jamais une occasion de rappeler à quel point il méprise les journaux et petit à petit se développe l'idée qu'on ne peut pas faire confiance aux médias qui le critiquent, car en plus d'être l'ennemi de Trump, ils sont l'ennemi du peuple – c'est-à-dire qu'ils ne travaillent que dans leur propre intérêt. Si Trump parvenait enfin à faire taire ses détracteurs des médias, alors il n'y aurait plus qu'un seul son de cloche et les États-Unis se retrouveraient dans une situation où l'opposition politique ne pourrait plus exister que clandestinement et par des canaux privés.

Je ne suis pas en train de dire que Trump y parviendra, je ne le pense pas car même s'ils perdent du terrain, ces contre-pouvoirs ont encore en réalité une certaine puissance. Contrairement à ce qui se passe en Russie, en Arabie saoudite ou ailleurs, en Amérique les journalistes ne sont pas victimes « d'accidents » ou de balles perdues. Pourtant, s'il est tentant de prendre le président américain pour un imbécile (je suis la première à céder parfois à cette tentation), il faut reconnaître que la manipulation par les mots est efficace, que le matraquage des mêmes accusations contre les mêmes personnes finit par laisser une trace dans l'esprit du public. Que cette manipulation soit consciente ou non, que ces stratagèmes de condamnation des contre-pouvoirs soient élaborés de façon volontaire dans des cabinets secrets ou pas, peu importe finalement, dans la mesure où les dégâts sont faits.

Les deux principaux journaux honnis par Donald Trump ont, en conséquence des attaques dont ils font l'objet par le président, adapté leur slogan. Le *Washington Post* a choisi « *Democracy dies in darkness* ¹⁰ »

(« L’obscurantisme est la mort de la démocratie »), dont s’est gentiment moqué Dean Baquet, le rédacteur en chef du *New York Times*, qui l’a qualifié de « prochain film de Batman ». Le *NYT*, quant à lui, a pour la première fois depuis sept ans choisi de faire sa publicité lors de la cérémonie des Oscars autour du thème de la vérité, avec une conclusion choc : « La vérité est aujourd’hui plus importante que jamais. »

10. Oui, *darkness* veut bien dire « obscurité », votre dictionnaire et vous avez raison. Mais dans ce contexte, il s’agit d’éteindre la lumière de la vérité et des connaissances. Donc...

Je lis des bouts

Un de mes enfants est dyslexique. La dyslexie est un trouble cognitif dont on peut pâtir à divers degrés et qui n'a absolument rien à voir avec l'intelligence et les capacités intellectuelles. Une personne un tout petit peu dyslexique va avoir du mal à lire de façon fluide, s'emmêler les pinceaux sur certains mots, mais ne va pas forcément être handicapée d'un point de vue professionnel ou personnel. Une personne très dyslexique, en revanche, peut ne jamais avoir accès à l'écrit. Il n'est pas juste question de confondre les lettres et de prendre les « b » pour des « p ». Je ne suis ni orthophoniste ni neuropsychologue, mais j'ai une connaissance empirique assez poussée du phénomène, pour avoir accompagné pendant toute sa scolarité un enfant *très* dyslexique. Voilà comment ça se présente : lorsque mon enfant lit un texte à haute voix, ce qu'il peut faire grâce à plusieurs années de séances de rééducation orthophonique, il réussit à repérer les lettres et les sons qu'elles produisent lorsqu'elles sont côte à côte. C'est parfois laborieux, mais c'est possible. Il lit. Quand il tombe sur un mot qu'il ne connaît pas, c'est *très* laborieux, mais ça reste faisable en s'y reprenant tranquillement à plusieurs fois. Il est donc capable de lire un paragraphe ou une page de livre, en entier. Par contre, il aura les plus grandes difficultés à expliquer le sens de ce qu'il vient de lire. Quelques mots lui seront restés en mémoire et, en s'appuyant sur son raisonnement et ses connaissances, il brodera quelque chose de cohérent autour. Toute son énergie cognitive ayant été mobilisée pour résoudre l'équation « lecture », il n'en reste plus assez pour activer à 100 % la case « compréhension ».

En revanche, si on lui lit cette même page de texte à voix haute, il comprend tout et peut en faire un résumé sans aucun problème. La dyslexie, à ce degré, c'est un peu comme une cloison dans le cerveau : la personne peut lire *ou* comprendre, mais pas les deux *en même temps*. Tout comme vous ne pouvez pas avaler votre salive et, simultanément, inspirer par la bouche, même si vous êtes super bon pour respirer ou déglutir¹¹.

Une fois le diagnostic de forte dyslexie posé, deux solutions : on l'accepte, ou on se cabre. Si on l'accepte, alors on peut mettre en place des stratégies de contournement. Admettre que son enfant ne lira jamais un livre, et trouver d'autres moyens de lui donner accès à ce type de culture. Mon enfant lit avec

les oreilles : quand il ne se fait pas lire des livres par les membres de la famille, il en écoute grâce aux livres audio disponibles aujourd'hui dans tout un tas de formats et pour une foule d'œuvres littéraires, classiques et modernes (il faut de la persévérance : le tome 5 de *Harry Potter*, par exemple, c'est trente heures de lecture). Je lui fais voir des films qui l'emmerdent, je lui raconte des histoires sur tout et n'importe quoi, bref, je fais de sa vie un enfer en tentant de lui faire entrer par les oreilles tout ce qu'il me semble qu'il aurait pu découvrir avec les yeux s'il avait un accès « normal » à la lecture.

Dans les situations quotidiennes, il compense extraordinairement : il a un sens de l'orientation hors du commun, il sait monter n'importe quel meuble sans avoir besoin de lire la notice (quel heureux hasard) et il a un bagout du feu de Dieu. Il a une excellente mémoire auditive. Bref, il compense. En outre, son trouble de l'attention (trouble qui va souvent de pair avec la dyslexie) fait de lui une personne impulsive, prompte à sauter du coq à l'âne et à se désintéresser très vite des tâches qu'il n'a pas choisies. Et il a, évidemment, de grandes difficultés de concentration (c'est le principe).

Les personnes atteintes de ce handicap (car c'en est un) trouvent toujours un moyen de compenser. Et d'autant plus lorsqu'elles n'ont pas été diagnostiquées, qu'elles ont ressenti le besoin de le cacher et qu'elles en ont souffert.

Bien sûr vous m'avez entendue venir, avec mes gros sabots. Je ne prétends pas avoir les connaissances suffisantes ni de ce genre de troubles, ni de la santé cognitive de Donald Trump. En outre, et tous les spécialistes sont d'accord là-dessus, on ne peut pas diagnostiquer quelqu'un à distance sans l'avoir vu, entendu, examiné. Ceci étant posé, je ne vois pas pourquoi je me priverais de faire un peu de psychologie de comptoir étayée par mon expérience personnelle.

En outre, histoire de soulager mon syndrome de l'imposteur, je peux m'appuyer sur rien moins que l'American Psychoanalytic Association qui, en juillet 2017, a envoyé à ses membres un mail dans lequel elle les libérait de la « Goldwater Rule », cette règle qui impose de ne jamais diagnostiquer un patient qu'on n'a pas examiné personnellement. Depuis l'élection de Trump, elle faisait l'objet d'un débat animé entre divers spécialistes de la santé mentale. (Il convient de noter que l'American Psychiatric Association, elle, a déclaré rester fidèle à cette règle.)

Si cette controverse est née à ce moment-là précisément, c'est parce que nombre d'experts de la santé mentale se tortillaient dans leur fauteuil, brûlant de claronner que le comportement public du nouveau président leur rappellerait quand même quelques dysfonctionnements qu'il valait peut-être la peine de signaler. Qu'il soit possible, souhaitable, déontologique ou pas, de débattre de

l'état du cerveau du président américain, finalement, ce n'est pas le plus important. Il est certain qu'on peut émettre des doutes, faire de la psychanalyse ou de la psychiatrie de comptoir : le signal le plus parlant, dans cette histoire, c'est que le débat soit né à ce moment-là et pas sous le mandat d'un autre président.

Mais revenons à mes moutons : moi qui ne suis pas professionnelle des troubles cognitifs, je pose ici le postulat que Trump est atteint non seulement d'un trouble de l'attention (qui explique qu'il ait du mal à se concentrer, qu'il passe du coq à l'âne pendant ses interventions, qu'il tweete de façon impulsive, etc.) mais aussi qu'il est, *peut-être*, atteint d'une légère forme de dyslexie.

C'est un document vidéo qui m'a mis la puce à l'oreille. Il s'agit d'une déposition filmée en juin 2016, au sujet d'un bail, objet de litige avec son locataire. La personne qui conduit l'entretien, qu'on imagine être l'avocate de la partie adverse, lui demande combien de baux comme celui qu'il a sous les yeux il a lus pendant sa carrière.

— Signés, ou lus ? demande Trump.

— Lus, réplique la femme.

— Pas beaucoup. J'en ai signé des centaines.

Il explique alors qu'il se fie à d'autres personnes, à des employés ou à ses enfants, pour cela. Lui, il signe en toute confiance. Bon. Que celui qui n'a jamais signé un contrat téléphonique sans le lire de A à Z lui jette le premier stylo. La juriste lui demande s'il a lu le passage sur les dommages et intérêts. Il dit que non. Elle lui demande s'il pourrait lire ce passage et leur dire ce qu'il comprend. (« Objection, dit l'avocat de Trump, M. Trump n'est pas juriste. »)

— Vous voulez que je le lise ? demande Trump. C'est long. C'est très long.

— C'est très long, concède la femme en face de lui.

À ce moment-là, Trump soulève la feuille, tourne la page, et déclare :

— Je n'ai pas mes lunettes. Ça me porte préju... Je n'ai pas apporté mes lunettes. C'est écrit tellement petit.

Il dit ensuite : « Je peux me rendre compte en gros de quoi il s'agit, vous voulez que j'essaie ? », et quand la femme lui propose de lui fournir une copie du document avec une plus grande police d'écriture, puisqu'il n'a pas pris ses lunettes, il préfère se lancer : « Je vais le faire. »

Il lit quelques instants en silence, puis tente de résumer les paragraphes en se basant de toute évidence sur quelques mots qu'il a repérés. « C'est une clause complexe, mais elle est assez standard. »

Outre que c'est quand même ballot d'oublier ses lunettes lorsqu'on va chez son avocat, il est évident que Trump a déployé toutes les stratégies

d'évitement possibles pour ne pas lire le texte qui était sous ses yeux. Depuis que les premiers internautes ont lancé l'idée que le président américain ne savait pas lire, les exemples ne cessent de surgir sur le web : on le voit, par exemple, avoir le plus grand mal à suivre les chants de messe sur le livret lors de la cérémonie d'investiture, claironner à maintes reprises qu'il déteste les prompteurs, qu'il « n'y croit pas », expliquer qu'il n'écrit pas lui-même ses tweets mais qu'il les dicte, et s'il affirme que son œuvre littéraire préférée est *À l'ouest, rien de nouveau*, il déclare aussi n'avoir pas le temps de lire : « Je lis des passages... je lis... je lis des bouts, je lis des chapitres. J'ai juste... je n'ai pas le temps », a-t-il répondu à une journaliste de Fox News, Megyn Kelly, qui lui demandait : « Quel est le dernier livre que vous ayez lu ? Avez-vous le temps de lire ? »

Son nègre, Tony Schwartz, qui a écrit pour lui *Trump, the Art of the Deal* (1987), ne mâche pas ses mots : « Trump n'a pas écrit un seul mot de *The Art of the Deal* et je doute qu'il ait écrit une ligne des autres livres qui portent son nom en couverture », a-t-il déclaré au journal *The Independent*. « Il ne lit pas de livres, et il n'en écrit pas. »

Pourquoi ne lit-il pas ? Officiellement, parce qu'il n'en a pas besoin pour prendre les bonnes décisions. Il y arrive « avec très peu d'autres connaissances que celles que j'ai déjà, plus les mots "bon sens", parce que j'ai beaucoup de bon sens et j'ai un grand talent pour les affaires ». Pourtant, à l'en croire, il aime ça. Lorsqu'un journaliste de Fox News lui demande comment il aime se détendre à la fin d'une journée de travail, voici ce qu'il répond :

Eh bien, vous savez, j'adore lire. D'ailleurs, je regarde un livre en ce moment, suis en train de lire un livre, j'essaie de le commencer. Chaque fois que j'en suis à la moitié d'une page, je reçois un coup de téléphone parce qu'il y a une urgence, ceci ou cela. Mais on va visiter la maison d'Andrew Jackson 12 aujourd'hui dans le Tennessee et je lis un livre sur Andrew Jackson. J'adore lire. Je ne lis pas beaucoup, Tucker, parce que je travaille dur sur tout un tas de choses, y compris réduire les coûts. Les coûts dans notre pays sont hors de contrôle. Mais il nous arrive plein de choses formidables, il nous arrive plein de choses extraordinaires.

Si Trump évoque la biographie d'Andrew Jackson, c'est sans doute parce que, lorsqu'il était candidat, il avait décrété n'avoir nul besoin de lire de biographie présidentielle et qu'il a dû apprendre depuis que cette déclaration avait pu porter préjudice à son image. Marc Fisher, le journaliste du *Washington Post* à qui il a affirmé cela, avait rapporté en juillet 2016, à propos de celui qui n'était alors qu'un improbable candidat :

Le bureau de Trump est couvert de piles de magazines, dont presque tous ont son portrait en couverture, et tous les matins, il lit une pile de sorties papier tirées d'articles de journaux qui parlent de lui, que sa secrétaire apporte à son bureau. Mais il n'y a pas de bibliothèque dans son bureau, et pas d'ordinateur sur sa table de travail.

Trump ne cache pas qu'il déteste les textes longs : « J'aime bien les listes, ou qu'il y en ait le moins possible », a-t-il confié au site Axios en janvier 2017. « Je n'ai pas besoin, vous savez, de rapports de 200 pages sur un sujet qui peut être traité sur une seule page. Ça, je vous le dis. » Et les petits extraits peuvent aussi lui donner du fil à retordre ; comme lorsqu'en septembre 2017, il a lu une liste de pays africains qu'il remerciait pour leur visite officielle et qu'il a inventé la « Namby » – à qui nombre d'internautes se sont hâtés d'inventer une capitale, « Covfefe ». Ce qui est passé avant tout pour une preuve de mépris de Donald Trump pour les pays africains me semble être l'erreur d'un lecteur laborieux qui éprouve des difficultés à lire un texte et à le comprendre à la fois. Quand un dyslexique lit un mot qu'il n'a jamais vu avant, son cerveau ne peut pas, simultanément à la lecture, le remettre en contexte et le corriger s'il est mal orthographié. Tout autre lecteur sans handicap cognitif particulier aurait corrigé – *son cerveau* aurait corrigé, selon les mêmes mécanismes qui lui font remettre dans l'ordre les lettres d'un mot qui ont été mélangées.

Pourtant Trump écrit énormément – plus précisément, c'est un twittos frénétique. De son propre aveu, il dicte une partie de ses messages et pour le reste il peut, comme chacun de nous, s'appuyer sur les correcteurs orthographiques et logiciels de reconnaissance vocale disponibles sur ses appareils. Ce qui n'empêche pas, parfois, des erreurs de se glisser : « *We have enuf enemies* », a-t-il tweeté en janvier 2015, écrivant en parfaite phonétique le mot *enough* (« assez »).

Les exemples d'erreurs de ce type ou de stratégies d'évitement de la part de Trump sont légion, et on peut légitimement en conclure qu'il n'aime pas la lecture, voire, si on a l'esprit tourné comme le mien, qu'il a des difficultés à lire, que ce soit parce qu'il est dyslexique ou pour une autre raison.

Et finalement, cela n'a pas d'importance, car la lecture est loin d'être l'unique accès à la culture. Les techniques dont nous disposons au XXI^e siècle – les livres lus, les films, les documentaires, Internet ! – permettent de compenser en très grande partie les lacunes que l'absence de lecture va créer. Et ne pas lire ne veut pas dire être incapable de penser, de réfléchir, de s'instruire et de se cultiver.

11. C'est une étude de cas, on est d'accord. En fonction du degré de dyslexie, il est plus ou moins possible de lire et de comprendre simultanément.

12. 7^e président des États-Unis, 1829-1837.

Grosse tête ?

Donald Trump est inculte. Ses centres d'intérêts tournent autour du business et du golf. Il a montré ses lacunes quant à l'histoire de son propre pays : « Même pendant les tensions de la guerre froide, lorsque le monde était bien différent d'aujourd'hui, les États-Unis et la Russie étaient capables de maintenir un dialogue fort », a-t-il décrété en juillet 2018, faisant fi de décennies de conflit plus ou moins larvé entre son pays et l'URSS – pensez crise des missiles, mur de Berlin, guerre de Corée... Il a affirmé que si Andrew Jackson avait été là, la guerre de Sécession aurait pu être évitée car « il l'avait vue arriver ¹³ » (ce retour d'Andrew Jackson dans la bouche de Donald Trump laisse penser qu'il s'accroche à la seule référence historique dont il dispose et qu'il a décidé d'accommoder à toutes les sauces). Le soir même, il a rectifié le tir en écrivant, dans un tweet : « Le président Andrew Jackson, qui est mort seize ans avant le début de la guerre de Sécession, l'avait vue arriver et il était furieux. Il n'aurait jamais permis qu'elle se produise ! », message indubitablement destiné à rassurer ses lecteurs sur ses connaissances en chronologie historique.

Il n'est pas très fort en géographie non plus : « La Belgique est une très belle ville », s'est-il extasié lors d'un meeting à Atlanta, en juin 2016. « Trump fait preuve d'une ignorance épouvantable en ce qui concerne l'état du monde actuel, l'histoire, les engagements américains antérieurs, ce qu'ont pensé et fait ses prédécesseurs », déplore Geoffrey Kemp, ancien employé du Pentagone sous Ford et employé du National Security Council sous Reagan, dans le *New Yorker* ¹⁴. Ce qui l'a conduit à faire des gaffes diplomatiques du genre : « Le Liban est en première ligne dans le combat contre l'EI, Al-Qaïda et le Hezbollah » devant le Premier ministre libanais Saad Hariri (25 juin 2017), qui a dû fort apprécier la remarque étant donné que le Hezbollah fait partie du gouvernement libanais depuis vingt-cinq ans (et quand on est président des États-Unis, on est censé le savoir). Et que ce groupe combattait l'EI et Al-Qaïda au moment même où Trump faisait cette bévée. Il a aussi faussement accusé l'Allemagne de devoir de grosses sommes d'argent aux États-Unis au titre de ses paiements à l'Otan (personne ne paie les États-Unis à ce titre). Il a décrété que la Corée du Nord faisait partie de la Chine, autrefois ¹⁵.

Sur le plan économique, lors d'un entretien avec Gary Cohn, président de Goldman Sachs, organisé le 30 novembre 2016 par le gendre de Trump pour mettre son beau-père au courant des grandes tendances économiques avant qu'il ne prenne ses fonctions, « Cohn fut atterré par l'absence de compréhension des bases » chez Donald Trump, qui venait de lui dire qu'il suffisait « d'imprimer de l'argent » pour ne pas augmenter la dette publique ¹⁶.

Le problème avec un président qui en sait si peu, ce sont les conséquences des décisions prises à la légère au détriment de son pays. Le problème, c'est que son inculture, et son choix (ou pas) de ne rien lire, ni livres, ni briefings, ni rapports, est l'arbre qui cache la forêt. Car on peut tout à fait se cultiver et apprendre autrement que par l'écrit. Notre mémoire auditive, si elle est suffisamment entraînée, nous permet de fonctionner tout à fait normalement sans recours à la lecture. Mais il faut vouloir s'en servir. Or, Donald Trump a établi clairement qu'il ne *voulait* pas apprendre. Il croit qu'il sait et il pense qu'il peut prendre ses décisions tout seul. Le problème, ce n'est pas sa bêtise, je ne suis d'ailleurs pas convaincue qu'il soit si bête que cela ; c'est le degré zéro de curiosité intellectuelle dont il fait preuve. Le problème, c'est que lorsqu'on ne s'expose pas à la culture humaine, lorsqu'on se prive de l'expérience des autres, on n'accède pas à la réflexion, même inconsciente, que la culture engendre. La langue de Donald Trump tourne en boucle, ses discours aussi, tout comme sa réflexion et sa pensée politique, car il ne se fie qu'à lui-même pour prendre ses décisions. Or, un autre inconvénient du refus d'apprendre, d'en savoir plus, c'est que c'est aussi l'expérience des autres qui déclenche le mécanisme de l'empathie. Il faut avoir eu l'expérience de points de vue différents pour « sortir de soi » et adapter sa pensée à d'autres fonctionnements que ceux qui nous sont familiers.

En refusant toute sorte d'apprentissage, Donald Trump s'interdit l'accès à l'empathie. Peut-être cela explique-t-il pourquoi il n'arrive pas à sortir des clichés lorsqu'il est confronté à des situations chargées émotionnellement, comme la mort d'un personnage public ou une tuerie de masse aux États-Unis. Ce refus d'apprendre peut être interprété soit comme la manifestation d'une nature bornée, soit comme la conséquence d'une peur : celle que ses failles ne se voient. Personne n'aime être pris en défaut, et il est dur d'admettre qu'on ne savait pas une chose censée acquise ou de notoriété publique.

Dans ce cas de figure, Donald Trump a un moyen rhétorique pour cacher son ignorance. Lorsqu'il a appris quelque chose de nouveau (ne soyons pas binaires, ça arrive !), il ne dit pas : « Je viens d'apprendre que... » Il retourne la situation, claironne que personne ne sait la chose en question et que lui va

vous la révéler. Ce qui donne en général quelque chose comme : « Personne ne sait... », « Les gens ne savent pas... »

« Abraham Lincoln... la plupart des gens ne savent pas qu'il était républicain... est-ce que quelqu'un sait ça, ici ? », a-t-il lancé lors d'un dîner de levée de fonds en mars 2017. Dans la mesure où il se tenait devant un parterre... de républicains, qui parfois aiment à se donner le surnom de « parti de Lincoln », oui, on peut penser qu'ils étaient au courant. Cette intervention fait penser à ces personnes qui adorent épater la galerie avec des anecdotes qu'elles viennent juste d'apprendre (je fais ça tout le temps, d'ailleurs saviez-vous que la mère de Verlaine conservait les fœtus de ses fausses couches dans du formol ?). Citons également : « Personne ne se doutait que le système de santé pouvait être si compliqué. » Alors encore une fois, si, beaucoup de gens s'en doutaient un peu, même sans être trop spécialistes. En revanche, Trump l'a découvert lorsqu'il a été élu et qu'il a voulu révoquer le système mis en place par son prédécesseur. « La France est le premier allié, et le plus ancien, des États-Unis. Beaucoup de gens l'ignorent », a-t-il affirmé aux côtés du président Macron lors de son passage à Paris en juillet 2017. Le public français appréciera la révélation. Enfin, voici un extrait d'un discours tenu par le président américain le 5 avril 2018 sur la Chine et les dangers commerciaux qu'elle représente, exemple que j'affectionne pour l'ironie qu'il me semble contenir : « Et nous avons notre propriété intellectuelle. Plein de gens ne comprennent pas ce que ça veut dire. »

Et la politique étrangère, qui aurait pu croire que c'était un tel sac de nœuds ? Lors d'une interview avec le *Wall Street Journal*, le président américain a confié que pendant son premier entretien avec le président chinois Xi Jinping, il avait découvert que la Chine ne pouvait régler le problème nucléaire de la Corée du Nord : « Après avoir écouté pendant dix minutes, je me suis rendu compte que ce n'était pas si facile. J'ai bien senti qu'ils avaient un pouvoir énorme sur la Corée du Nord. Mais ce n'est pas ce que vous auriez pu penser. » Zut.

Dernier exemple, le Brexit : « Je crois que personne ne se doutait que ça allait être compliqué à ce point... Tout le monde pensait que ça allait être "Oh, c'est simple, on s'inscrit ou on s'inscrit pas, ou on verra bien ce qui se passe" », a confié Trump au journaliste britannique Piers Morgan au retour de son voyage en Grande-Bretagne.

Comment un homme inculte et fier de l'être a-t-il pu accéder à la Maison-Blanche ? Peut-on spéculer que c'est justement une des raisons de sa victoire ? Depuis son élection, Donald Trump a conservé son socle de fidèles partisans qui continuent de voir en lui le représentant de l'Amérique simple et humble, l'Amérique qui travaille et qui se fait piquer ses emplois par, au

choix : les Indiens, les Chinois, les Mexicains... L'Amérique industrielle, celle des usines qui ont fermé, l'Amérique agricole, qui se débat dans les difficultés économiques. Cette Amérique n'a que faire des intellos de la côte Est qui la regardent du haut de leurs diplômes et lui donnent des leçons de morale tout en grignotant du tofu bio sans gluten, bien installés dans leurs restos végétariens.

Car qui sont les Américains les plus fumasses depuis l'élection de Donald Trump, et surtout, pourquoi ? Selon ses opposants (et une bonne partie du monde occidental), l'ancienne star de télé-réalité prend des décisions humaines, économiques et scientifiques en dépit du bon sens. S'ils sont scandalisés, c'est parce que d'une part, il représente des idées politiques d'extrême droite qu'ils conspuent, mais aussi, et peut-être surtout, parce que c'est un ignare nourri à la *junk food* et abreuvé de soda, qui ne sait pas s'exprimer correctement, ne lit rien, parle d'argent à tout bout de champ, bref, c'est un beauf. Comme le dit David W. Blight sur son site Freedom Center : « En termes d'analogies et de compréhension des faits historiques, notre Président semble même incapable de se tromper d'une manière raisonnable ou intéressante. »

La gauche fulmine, parce que Trump méprise toute sorte de culture et qu'il s'en sort *quand même*. Tous les débats, les articles, les cris d'indignation contre le président américain viennent de cerveaux outrés qu'on puisse être (ou paraître) bête comme un âne et réussir quand même, réussir à ce point. Trump, dans chacune de ses paroles, est la négation absolue des Lumières dont se réclame toute une partie de la société américaine. Et le plus difficile à avaler, c'est que cette gauche a beau fulminer, trépigner, exhiber l'impéritie de Trump et de son équipe, rien ne l'arrête, et rien ne semble le toucher.

L'élection de Trump, pour la gauche, ce n'est pas seulement une catastrophe politique, c'est aussi une défaite sociétale. « America's Golden Age of Stupidity », titrait le *Washington Post* le 25 juillet 2017, dans un article où David Rothkopf s'indignait : « Le contraire du savoir, c'est l'ignorance. Mais le mépris délibéré du savoir – quel qu'en soit le motif –, c'est la stupidité. »

Or, si l'on se place de l'autre côté, l'élection de Trump, c'est en quelque sorte la victoire des *white trash*, ces Petits Blancs laissés-pour-compte de la société américaine. Trump a réussi à se faire passer pour l'un des leurs malgré ses immeubles de luxe aux quatre coins du monde, malgré ses signes extérieurs de richesse et son amour de tout ce qui brille, malgré le fait qu'il soit né avec une petite cuillère en platine dans la bouche. Il est riche mais il est celui que ces Petits Blancs voudraient devenir, s'ils en avaient les moyens. D'ailleurs il parle comme eux, il n'y va pas par quatre chemins et c'est bien à eux qu'il s'adresse. Quelle délicieuse vengeance il incarne face à une gauche

convaincue d'être l'élite intellectuelle et qui écrase les Américains moyens de sa culture et de ses réflexions. Oui, la bêtise affichée de Trump, son côté « il suffit de le vouloir pour que les choses changent », son degré zéro de la pensée complexe, cela concerne aussi toute une frange de la population qui bouillonne d'impuissance depuis longtemps et ne lit ni le *New York Times*, ni le *Washington Post*, qui vit entre la côte Est et la côte Ouest – et pour beaucoup, dans le Sud –, et qui vient, enfin, de se trouver un président lui donnant le sentiment d'exister et d'avoir voix au chapitre.

13. Ce qui prouve qu'il avait une sacrément bonne vue, puisque la guerre de Sécession a éclaté en 1861, soit seize ans après sa mort. En outre, Jackson possédait des esclaves, il a œuvré pour l'éviction totale des Indiens de l'Est des USA et a refusé de prendre position sur l'esclavage – ce qui laisse présager du choix qu'il aurait fait s'il avait dû choisir un camp pendant la guerre qui déboucha sur l'abolition de l'esclavage dans le pays. Je dis ça, je dis rien.

14. Robin Wright, « Why Is Donald Trump Still So Horribly Witless about the World », *The New Yorker*, 4 août 2017.

15. Pour la petite histoire, cette inculture a l'air contagieuse. Entre autres boulettes, la Maison-Blanche a par trois fois mal orthographié le nom de la Première ministre britannique, Theresa May, en omettant le H. Ce qui n'est pas bien grave, me direz-vous, mais plutôt cocasse quand on sait que Teresa May sans H est une actrice porno.

16. Bob Woodward, *Fear. Trump in the White House*, Simon & Schuster, 2018.

Le canular chinois

Au début de sa présidence, Barack Obama a confié au *Washington Post* : « Il faut prendre ses décisions en se basant sur des informations, pas sur des émotions. » Cet axiome décrit le fonctionnement inverse de celui de Donald Trump, dont la présidence est principalement régie par l'instinct et la science au doigt mouillé. Par principe, le président américain ne fait pas confiance aux experts. « Je me parle à moi-même, avant tout, parce que j'ai un très bon cerveau et j'ai dit plein de choses », a-t-il expliqué dans l'émission « Morning Joe », sur MSNBC, au printemps 2016, lorsqu'on lui demandait qui étaient ses conseillers en termes de politique étrangère.

Dans le domaine scientifique, Trump se fait également beaucoup confiance. Il existe à la Maison-Blanche un bureau de conseillers scientifiques qui, du temps d'Obama, était constitué de neuf personnes. Ce bureau s'est progressivement vidé à l'arrivée de Trump, dont l'administration a pris un grand nombre de décisions scientifiques en roue libre. Il a fallu attendre le mois d'août 2018, soit plus d'un an et demi après sa prise de fonction, pour que le président nomme enfin un conseiller scientifique. Ce qui signifie qu'il avait entamé les négociations sur les armes nucléaires avec la Corée du Nord sans avoir eu recours aux conseils d'experts en la matière. Même chose pour sa décision de se retirer de l'Accord de Paris sur le climat.

Chaque fois qu'il neige à New York, Trump, qui confond climat et météo, y voit une preuve que le réchauffement climatique n'existe pas. En 2002, il claironnait sur Twitter qu'« il a été prouvé plusieurs fois à maintes reprises que le réchauffement climatique était un bobard ¹⁷ ». La même année, on apprenait que « le concept du réchauffement climatique a été créé par et pour les Chinois afin de rendre l'industrie américaine non compétitive ¹⁸ ». En 2013, il enfonçait le clou : « Des tempêtes glacées se déchaînent du Texas au Tennessee – je suis à Los Angeles et il fait super froid. Le réchauffement climatique est un canular total, et qui coûte très cher ! »

Depuis qu'il est président, Trump a fait preuve de constance sur ce dossier : il a réduit le budget de l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA) et nommé un climatocceptique à sa tête (Scott Pruitt, ancien lobbyiste de... l'industrie pétrolière, qui a fini par démissionner de l'EPA suite à moult scandales financiers et treize enquêtes fédérales dirigées

contre lui, et qui se disait convaincu que le réchauffement climatique n'était pas lié aux activités humaines). C'est un de ses fidèles soutiens, Andrew Wheeler, au train de vie moins ostentatoire, qui a ensuite été nommé à ce poste, et qui a lui aussi du mal à croire aux causes anthropiques du réchauffement climatique. « Le fait est que le climat change régulièrement », a-t-il affirmé lors d'une interview en 2006, en parfait accord avec son nouveau patron. Même s'il a mis de l'eau dans son Coca depuis sa nomination : « Je crois que l'homme a un impact sur le climat. Mais on ne comprend pas complètement ce que cet impact représente. »

Trump a décidé en toute logique de retirer l'Amérique de l'Accord de Paris sur le climat, dont les signataires s'engagent à prendre des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et tenter de réguler la hausse des températures. Dans la foulée, il a signé un décret sur l'indépendance énergétique sonnante le glas du « Clean Power Plan » de son prédécesseur, qui prévoyait un développement des énergies renouvelables. Car Trump a un dada : le charbon. « Nous avons [une réserve de] 250 ans de magnifique charbon propre », s'est-il extasié en août 2017 (et en janvier 2018, lors de son discours sur l'état de l'Union : « Nous avons mis fin à la guerre contre le magnifique charbon propre »).

Trump, qui n'est pas à un oxymore près, aime le charbon propre autant qu'il déteste les éoliennes tueuses. À ses yeux, la plus grande qualité du charbon, outre que le sol américain en regorge et qu'il permet de recréer des emplois industriels que les progrès technologiques, la prise de conscience écologique et surtout son prédécesseur honni ont détruits, est placée particulièrement haut dans son échelle narcissiste : il est *indestructible*. Et il le prouve : « On l'adore [le charbon de Virginie-Occidentale]. Et vous savez, c'est un truc indestructible. En temps de guerre, en temps de conflits, vous pouvez faire exploser ces éoliennes. Elles tombent vraiment très vite. Vous pouvez faire exploser ces pipelines. Ils disparaissent comme ça et vous n'allez pas pouvoir les réparer trop rapidement. Vous pouvez faire un tas de trucs à ces panneaux solaires. Mais vous savez ce que vous ne pouvez pas abîmer ? Le charbon. » Ce qui est totalement faux, mais ça, c'est une autre histoire. Ce qui est intéressant est qu'il le croie, et qu'il le dise dans ces termes.

Dans le domaine énergétique, le binarisme sémantique (et, peut-on en déduire, intellectuel) de Trump est particulièrement apparent. Le charbon, c'est le bien. Il est « propre », « magnifique ». Et le mal me direz-vous ? Eh bien le mal, ce sont les éoliennes. Si si. Trump a plusieurs fois souligné que les éoliennes tuaient les oiseaux, et que cela justifiait qu'on s'y oppose (J'ai dit qu'il manquait d'empathie ? J'ai dû me tromper). En 2016, il s'est indigné à la radio : « Ça tue tous les oiseaux. Je ne sais pas si vous êtes au courant. Des milliers d'oiseaux gisent par terre. Et l'aigle. Vous savez, dans certains

endroits en Californie – elles ont tué tellement d’aigles. Vous savez, on vous met en prison quand vous tuez un aigle. Et pourtant ces éoliennes [les tuent] par centaines. » En août 2018, le président s’est encore une fois ému de leur sort : « [Les éoliennes] tuent tellement d’oiseaux. Vous regardez sous certaines de ces éoliennes, on dirait un charnier, ces oiseaux. » Pourtant, tout espoir n’est pas perdu, car dans le même discours, sur la même lancée, Trump a également affirmé que les éoliennes étaient extrêmement vulnérables, et par conséquent, pas fiables pour un sou : « Bing ! Une de moins ! [là il évoque un potentiel ennemi de l’Amérique qui descendrait une éolienne]. Enfin, si les oiseaux ne la tuent pas avant. Les oiseaux pourraient la tuer avant ¹⁹. » Dans le monde de Trump, les oiseaux pourraient *tuer* les éoliennes, certainement dans le cadre d’une vendetta hitchcockienne dont le contexte m’échappe ²⁰.

Conclusion : « Le charbon s’en sort très bien », parce que le charbon, ce n’est pas une chochette comme ces moulins à vent que le premier emplumé venu est susceptible de faire tomber. Selon l’analyse de l’administration américaine, pourtant, les nouvelles réglementations sur le charbon pourraient causer, entre autres, jusqu’à 14 000 morts prématurées chaque année d’ici 2030, à cause de l’augmentation de production de particules fines liées aux maladies cardiaques et pulmonaires. Trump n’a de toute évidence pas lu Cervantès, mais il a certainement vu un ou deux films d’Hitchcock et mélangé fiction et réalité.

Le changement climatique n’est pas une réalité dans la bouche de Trump. Ou alors, c’est une réalité qui dépend des intérêts économiques de l’Amérique tels que lui les envisage. C’est une réalité *relative*. Lors de « l’interview qui tue » accordée au *NYT*, lorsqu’un journaliste lui demande : « Pensez-vous que l’activité humaine est liée, ou pas [au réchauffement climatique] ? », voici ce qu’il a répondu : « Eh bien, je pense qu’il y a une certaine connexion. Une certaine, quelque chose. Ça dépend de combien. Ça dépend aussi de combien ça va coûter à nos entreprises. Il faut que vous compreniez, nos entreprises ne sont pas compétitives en ce moment. »

Comme Trump s’est mis en tête que le charbon allait sauver l’économie américaine, et qu’il ne peut pas ne pas entendre que le charbon est une énergie très polluante, qui contribue en grande partie au réchauffement climatique, alors il a décidé d’effacer un des problèmes de l’équation, et, ce faisant, de régler tous les autres. Contrairement aux politiciens plus « traditionnels », il n’est pas du genre à noyer le poisson. Il décrète qu’il *n’y a pas de réchauffement climatique*, et paf, le réchauffement climatique disparaît. Il décrète que le charbon est propre, et le problème est réglé. Et c’est là qu’on retombe dans une spirale orwellienne : à l’automne 2017, l’EPA, qui est donc l’équivalent du ministère de l’Environnement, a *gommé* toutes les mentions de

« changement climatique » de son site, dans la grande tradition des gouvernements totalitaires selon lesquels ce que l'on ne nomme pas n'existe pas. Le site de l'EPA a également supprimé les pages qui détaillaient les risques impliqués par le changement climatique et les approches adoptées par différents États pour l'affronter. À l'heure où j'écris ce livre, cliquer sur le lien « glossaire du changement climatique » du site de l'EPA conduit vers une page indiquant : « Cette page est en cours de mise à jour. »

17. Oui, « plusieurs fois à maintes reprises », car l'original précise bien « *repeatedly over and over* ». Ce n'est pas moi, c'est lui.

18. Tweet du 6 novembre 2012. N'insistez pas, moi non plus je ne comprends pas.

19. Ce sont des extraits d'un discours tenu par Donald Trump lors d'une soirée de levée de fonds, le 20 août 2018.

20. Soulignons au passage que l'administration Trump a permis le rapatriement de trophées de chasse d'Afrique et la chasse, en Alaska, d'animaux en hibernation, comme les loups ou les ours blancs, sans doute parce que n'ayant pas les éoliennes comme prédateurs, ils risquent de proliférer dangereusement.

Moi, drôle et méchant

Le président américain ne manque pas d'humour. Au fil de ses dizaines (centaines ?) d'interventions publiques, il a eu maintes fois l'occasion de le démontrer. À l'animateur de radio Hugh Hewitt, par exemple, qui lui rappelle qu'il a promis sur son antenne de publier sa déclaration d'impôt, il répond : « C'est vrai. Mais déjà, très peu de gens écoutent votre émission, et c'est ça la bonne nouvelle. » Ou pendant un meeting de campagne, lorsqu'un bébé se met à pleurer, Trump rassure la maman : « Ne vous inquiétez pas, ce n'est pas grave. C'est un très beau bébé, ne vous inquiétez pas. La mère elle court, comme ça... Ne vous en faites pas. Il est jeune, et beau, et en bonne santé, et c'est ça qu'on veut », manifestant une empathie assez peu coutumière. Mais le bébé ne se calme pas, et quelques instants plus tard Trump s'interrompt au milieu d'une phrase pour déclarer : « En fait, je rigolais. Vous pouvez sortir le bébé. [...] Je crois qu'elle m'a vraiment cru, que j'aimais avoir un bébé qui pleure pendant que je parle. » C'est méchant, mais c'est drôle (sauf pour la mère du bébé, bien sûr).

Autre exemple que l'on trouve facilement sur Internet si l'on associe les mots « Trump » et « *funny* ». Lors d'un débat sur Fox News, la journaliste Megyn Kelly lui rappelle : « Vous avez qualifié les femmes que vous n'aimiez pas de grosses vaches, de chiennes, de feignasses et d'animaux dégoûtants. Votre compte Twitter... » Trump l'interrompt pour répondre, hilare : « Seulement Rosie O'Donnell²¹ ! »

Citons enfin le jour où Trump s'est publiquement moqué du témoignage de Christine Blasey, une chercheuse qui accusait le candidat à la Cour suprême Brett Kavanaugh d'agression sexuelle, en la parodiant et en la ridiculisant (avec un certain talent de comédien, il faut le reconnaître), devant une assemblée hilare.

Toutes ces saillies ont un point commun. Elles s'inscrivent dans un type bien particulier d'humour : l'humour agressif.

Dans le cadre de ses recherches sur le rôle de l'humour dans le bien-être, Rod Martin, professeur et chercheur en psychologie à l'université Western Ontario, a défini quatre catégories d'humour : l'humour associatif (celui qui se partage en société), l'humour qui vise à rehausser l'image de soi (plus

égocentré), l'humour agressif (qui nuit à autrui) et l'humour autodépréciatif. Si tout le monde peut avoir recours à chacun de ces genres d'humour à différents degrés selon les circonstances, nous avons tous un trait dominant. Rod Martin considère que les deux dernières formes d'humour sont la manifestation d'une certaine inadaptation, tout particulièrement la forme agressive, dont fait énormément preuve Donald Trump. Celle-ci consiste à nuire à l'autre sous prétexte de faire rire. On connaît tous quelqu'un qui s'est fait une spécialité de balancer des vacheries bien senties, capables d'amener son interlocuteur au bord des larmes ou de la réaction de défense agressive, et qui se justifie en disant que « ça va, c'est pour rire, on peut plus rigoler alors ? T'as vraiment aucun sens de l'humour ! »

Pour René Proyer, professeur de psychologie clinique à l'université de Zurich, le recours systématique à ce genre d'humour est caractéristique de personnes qui ont des comportements antisociaux, font montre d'impulsivité, d'égoïsme et d'absence de remords. « La limite, c'est lorsqu'on accepte délibérément de faire mal aux autres pour être drôle. Ce n'est plus le rire partagé, entre copains, dont il est question ici, mais plutôt de stratégie pour asseoir sa domination et écraser les autres ²². »

Quand Trump fait des blagues, elles sont toujours simples à comprendre et à traduire : il reste dans le domaine du premier degré, et lorsqu'il y a des sous-entendus, ils sont tellement clairs qu'il n'est pas nécessaire de beaucoup réfléchir pour les comprendre. Délibérée ou contrainte, cette forme d'humour n'est pas considérée comme très subtile.

Trump est capable d'une autre forme d'humour : lorsqu'il ne vise pas à dégommer un adversaire ou un détracteur, il s'en sert pour se faire mousser ou ramener la conversation à lui. Lors de la fameuse interview avec le *New York Times*, un journaliste lui demande de parler du réchauffement climatique, car le futur président possède des parcours de golf en bord de mer, il est donc concerné. Et Trump répond en plaisantant que finalement, pour certains de ses parcours, comme celui de Doral par exemple, les conséquences du changement climatiques seront plutôt bénéfiques – car il trouve celui-ci un peu trop loin de la mer...

David Litt, ancien auteur des discours d'Obama, a pris la plume dans le *New York Times* en septembre 2017 pour faire part de l'inquiétude que le sens de l'humour de Trump suscite chez lui. Si lui aussi, il se rend compte que Trump n'est quasiment capable de faire des traits d'humour qu'au détriment d'autrui, il souligne un fait qui le trouble beaucoup : Trump ne rit jamais. Il raconte avoir fait des recherches et n'avoir trouvé qu'une unique occurrence publique du rire présidentiel. Lors d'un meeting de campagne, un chien s'était mis à aboyer et un spectateur s'était écrié : « C'est Hillary ! » Trump était

alors parti d'un grand rire.

Trump est également le premier président, depuis Ronald Reagan en 1981²³, à avoir refusé de participer au dîner des correspondants de presse de la Maison-Blanche, grand-messe annuelle à Washington où le président fait un discours parsemé de plaisanteries et de sarcasmes qui n'épargnent personne, et où le président Obama s'était particulièrement distingué. Si l'on devine que l'hostilité permanente que Trump manifeste envers la presse est l'une de ses principales motivations, il est évident que l'exercice serait compliqué pour lui – d'une part parce qu'il faudrait *lire* un discours ponctué de blagues et ne pas risquer trop d'improvisation, pour ne pas tomber à plat (or on sait à quel point Trump est rétif à la lecture), mais aussi parce que, pour être drôle, il faut flirter constamment avec les limites de la décence ou de la moquerie, sans jamais les franchir. Or Donald Trump n'est pas complètement idiot : il est parfaitement conscient que ce type d'exercice le mettrait dans une situation de vulnérabilité. Rien de pire que de dire des blagues qui ne font rire personne. Surtout lorsqu'on sait que le public s'empressera de relayer le four²⁴.

Et puis, il y a toutes ces fois où Trump a été drôle malgré lui. Lorsqu'il s'est qualifié de génie. Lorsqu'il a dit qu'il éprouvait un « grand respect pour les femmes ». Ou bien encore : « Ce qu'il y a de beau chez moi... c'est que je suis très riche. » Lorsqu'il a dit de l'ouragan Florence, qui a frappé la Caroline du Nord et la Caroline du Sud en septembre 2018, qu'il serait « terriblement gros et terriblement mouillé », avant de confirmer, après-coup, qu'il avait en effet été « un des plus mouillés qu'on ait jamais vus, d'un point de vue aquatique ». J'ai une petite préférence pour son explication météorologique du jour de son investiture : il allait pleuvoir et Dieu s'était dit que non, décidément, ce ne serait pas sympa. « Il pleuvait presque. Mais Dieu a regardé en bas et il a dit : "On ne va pas laisser pleuvoir sur ton discours." »

21. Actrice américaine farouchement engagée dans la lutte contre Donald Trump. Qui a dit d'elle : « Elle parle comme un camionneur. » Devinez pourquoi.

22. « Le rire mauvais : quand l'humour devient nuisible », *Le Monde de l'intelligence*, n° 30, avril-mai 2013.

23. Il avait une excuse béton : il venait d'échapper à une tentative d'assassinat. En entrant dans la salle d'opération, avant d'être anesthésié, il a regardé les chirurgiens sur le point de l'opérer et a déclaré : « J'espère que vous êtes tous républicains ! »

24. Une autre raison qui pourrait expliquer l'hostilité de Trump pour cette conférence annuelle : lors de celle de 2011, suite au barouf que Trump avait provoqué au sujet de la nationalité d'Obama, celui-ci l'avait violemment ridiculisé devant toute la salle avec énormément d'humour. La légende raconte que c'est cette humiliation qui a décidé Trump à se porter candidat à la présidentielle.

Et Dieu, dans tout ça

Trump a en effet une relation très particulière à Dieu. Comme tous les Américains, me direz-vous. Pour des Français attachés à la séparation de l'Église et de l'État, l'idée de voir Dieu mentionné sur les billets de banque, dans les tribunaux et invoqué à tort et à travers dans les discours politique relève de l'insolite. Comme presque tous les présidents avant lui, Trump a prêté serment sur une Bible – sur deux Bibles, même : la sienne et celle utilisée par un éminent républicain avant lui, Abraham Lincoln, également choisie par Obama en 2008. Si le serment est obligatoire lors de la cérémonie d'investiture, la Constitution américaine n'exige pas qu'il ait lieu sur une Bible. C'est le premier président, George Washington, qui a lancé la mode. En 1825, John Quincy Adams fut le premier à jurer sur un livre de droit et non sur une Bible (il fut aussi le premier à prêter serment en pantalon long et non en hauts-de-chausse, quel avant-gardiste décidément). En 1901, Theodore Roosevelt prêta serment dans la précipitation après l'assassinat du président McKinley, et personne ne réussit à trouver de Bible pour la cérémonie d'investiture, qui dura en tout et pour tout dix minutes et se tint dans la maison d'un ami de Roosevelt. Enfin, Lyndon B. Johnson, qui prêta serment en urgence à bord de Air Force One après l'assassinat de Kennedy, le fit sur un missel catholique trouvé dans une table de nuit de l'avion.

Si Trump s'est soumis à la tradition, c'était pourtant moins une. Selon Omarosa Manigault Newman, directrice de communication de la Maison-Blanche déchue qui a écrit un livre assassin sur Donald Trump, ce dernier avait eu l'intention d'utiliser un ouvrage bien différent pour prêter serment lors de la cérémonie d'investiture : son propre livre, *The Art of the Deal*. « C'est le plus grand livre d'affaires de tous les temps, aurait-il dit à son ancienne employée. C'est comme ça que je vais passer des accords super pour le pays. Pensez au nombre d'exemplaires que je vendrais – peut-être un exemplaire souvenir de l'investiture ? »

Ce n'était qu'une boutade, bien entendu...

Plein de gratitude à l'idée que son best-seller garderait sa place privilégiée lors de la cérémonie d'entrée en fonction du président, il semblerait que Dieu ait donc décidé de faire plaisir à Trump et d'arrêter la pluie pour l'occasion.

L'existence de la relation entre Trump et Dieu est évidente, mais sa forme

n'est pas si claire. Si Dieu est évidemment du côté de Trump, on peut se demander si parfois, le président américain ne se prend pas pour Lui. Son côté mégalomanie, la jouissance évidente qu'il tire du pouvoir, et surtout, les qualités qu'il s'attribue, semblent en effet relever de la divinité.

Sa propension à s'appuyer sur des convictions plus que sur la science, le fait qu'il crée une réalité, un monde « alternatif » qui obéit à ses propres règles, qu'il suffise de nommer la réalité pour qu'elle existe, qu'il soit convaincu de savoir plus de choses que tout le monde sans avoir eu à les apprendre (« J'en sais plus sur l'État islamique que les généraux, croyez-moi », a-t-il assuré en octobre 2016), laissent penser que sa tendance mégalomane frôle l'aspiration divine. D'ailleurs, « personne n'aime davantage la Bible que moi », a-t-il assuré pendant la campagne. Personne ne « bâtit des murs mieux » que lui non plus, personne « ne comprend mieux les horreurs du nucléaire », et j'en passe.

Si vous en avez l'occasion, regardez sur Internet la séance de prière publique organisée dans le bureau ovale de la Maison-Blanche le 1^{er} septembre 2017, à la suite de l'ouragan Harvey. On y voit Trump assis à son bureau, les yeux baissés et les mains jointes dans une position d'humilité (si si), et derrière lui un groupe de pasteurs qui le touchent de la main, tels des disciples autour du Messie. L'un d'eux, dans une prière qui dure quelques minutes, remercie le Seigneur de leur avoir donné Trump pour président.

Lors de la Journée nationale de prière (instituée par le Congrès en 1952) en mai 2018, Donald Trump a fait remarquer que, depuis qu'il était président, l'expression « *under God* » était beaucoup plus utilisée que sous Obama (« sous l'autorité de Dieu », référence religieuse ajoutée en 1954 au serment d'allégeance au drapeau américain pour « renforcer constamment les armes spirituelles qui seront à jamais la ressource la plus puissante dans l'héritage et l'avenir de l'Amérique en temps de paix et de guerre », comprendre : nous, contrairement aux communistes, on a Dieu de notre côté puisqu'on y croit).

L'expression « joyeux Noël » aussi, qui selon lui avait tendance à disparaître (« Vous avez remarqué la grande différence entre maintenant et il y a deux ou trois ans ? ») reviendrait également plus fréquemment dans la bouche des Américains. Dans ces moments-là, Trump se glisse dans le rôle de l'estafette du Seigneur, de celui qui défend son message sur la terre – posture que viennent renforcer des prises de position telle sa défense des *pro-life*, ces puissants détracteurs de l'avortement qui gagnent sans cesse du terrain aux États-Unis. D'ailleurs : « Rien n'est plus puissant que Dieu », a-t-il jugé utile de rappeler ce même jour, au cas où il restait une porte d'église ouverte à enfoncer.

Avec Ronald Reagan, l'Amérique avait déjà porté un acteur au pouvoir. Cette fois, c'est une star de la télé-réalité, ex-animateur vedette de l'émission « The Apprentice ». Le principe de l'émission, animée et produite par Donald Trump, était de mettre en concurrence deux équipes de jeunes entrepreneurs, de leur confier une mission et de les éliminer un à un jusqu'à ce qu'il n'en reste que deux, que Trump se faisait un plaisir de départager. Le dernier en lice se voyait proposer un poste de cadre supérieur au sein d'une entreprise trumpienne. Outre le fait que les participants étaient appelés à se dézinguer les uns les autres pour rester le plus longtemps possible en compétition, le principe le plus jouissif du show était l'exécution symbolique des participants, en direct, d'un péremptoire et assassin : « *You're fired !* », asséné par un Trump en position de pouvoir absolu, trônant dans un grand fauteuil bordeaux, à mi-chemin entre le Dieu sacrificateur et le roi absolu.

« Vous êtes viré » : pendant la première année de sa présidence, Trump, devenu le plus grand des patrons, a continué à jouer la force supérieure et à mettre dehors tous ceux dont les activités (la tête ?) ne lui revenaient pas. En avril 2018, soit un peu plus d'un an après son entrée à la Maison-Blanche, Trump a vu partir rien moins que vingt-deux hauts fonctionnaires, dont cinq ont été « virés » et les autres ont démissionné. Le plus notable étant James Comey, directeur du FBI, limogé par Trump alors qu'il enquêtait sur la possibilité de liens entre l'ex-équipe de campagne du président et la Russie. Rien ne lui plaît tant que d'être en position de décider de la vie ou de la mort symbolique de son entourage, voire de l'humanité entière. Et pas si symbolique que cela, à la réflexion : lors de sa confrontation avec le leader nord-coréen Kim Jong-un, à l'époque où leur hostilité n'avait pas encore cédé la place à « l'amour », il n'a pas hésité à fanfaronner : « Moi aussi j'ai un Bouton Nucléaire, mais il est bien plus gros et plus puissant que le sien, et mon Bouton, il marche ²⁵ ! »

25. On est tenté, quand Trump se vante de la taille de ses attributs (du pouvoir), d'y voir le symbole d'une exhibition désespérée de sa virilité. Comme lorsqu'il a affirmé qu'il avait de « grandes et belles mains. Regardez ces mains ! » Ou lors de la conférence de presse du 26 septembre 2018, quand il a décrété : « La Chine éprouve un respect total pour Donald Trump et pour le cerveau... très, très grand de Donald Trump. »

Ce qu'il ne dit pas

Trump ne parle pas tout le temps. Ou plutôt si, mais il y a des choses qu'il ne dit pas. Et les non-dits de Trump, c'est encore du Trump.

Par exemple, il ne dit pas de mots compliqués. Il ne pratique pas les phrases complexes. (Cela n'a pas toujours été le cas. Selon *The Atlantic*, ses capacités d'élocution se sont beaucoup dégradées. Le journal cite Ben Michaelis, psychologue spécialiste du langage, selon qui Trump montre « une nette diminution de la sophistication linguistique au fil du temps », avec des « choix de mots et de structures de phrases plus simples ». D'après le magazine, cela pourrait être, comme dans le cas de l'ancien président Reagan, les signes annonciateurs d'une maladie d'Alzheimer ²⁶). Il ne cite pas les grands auteurs. Il ne fait pas de blague au second degré.

Il ne demande pas pardon, non plus. Ni pour s'être moqué du héros américain John McCain parce qu'il avait été capturé pendant la guerre du Vietnam. Ni pour avoir traité les Mexicains de violeurs. Ni pour avoir qualifié les pays africains et Haïti de pays de merde. Ni pour s'être moqué d'un journaliste handicapé. Pourtant, les excuses, on ne peut pas le soupçonner de ne pas savoir ce que c'est : lui-même ne s'est jamais privé d'en exiger. « Les *fake news* n'ont jamais été aussi nombreuses. Où sont leurs excuses à mon égard pour tous leurs faux articles ? » (13 juin 2017). À ce jour, il s'est excusé deux fois, et à chaque fois il était très clair qu'il n'en pensait pas un mot ; une fois par nécessité, et une autre pour faire passer un message politique. La première date de la fin de sa campagne présidentielle, après la publication de la vidéo où on l'entend dire qu'il attrape les femmes par la chatte : « Je l'ai dit, j'ai eu tort et je présente mes excuses », dit-il dans une autre vidéo. Avant d'expliquer qu'il est, en réalité, un type vraiment bien. Contrairement à Bill Clinton, qui a « vraiment agressé des femmes, et Hillary a harcelé, attaqué, humilié et intimidé ses victimes ». Excuses qui ont parfaitement suffi à le faire pardonner par la frange de son futur électorat qui aurait pu être choquée par ses propos.

La seconde a eu lieu en octobre 2018 : après la confirmation par le Sénat de Brett Kavanaugh à la fonction de juge à la Cour suprême des États-Unis, et après des semaines de tension dans la société américaine autour des accusations d'agressions sexuelles à l'encontre du futur juge, Trump, qui avait

déjà déclaré faire confiance à Kavanaugh et à d'autres républicains parce qu'il ne « les avait jamais rien vus faire de mal ²⁷ », s'est excusé publiquement auprès de lui « au nom de notre nation » pendant sa cérémonie d'investiture. « Vous, Monsieur, après une enquête historique, avez obtenu la preuve de votre innocence », après une « campagne de destruction politique et personnelle basée sur des mensonges et des supercheries ».

Sous-texte : toutes ces femmes qui ont accusé Kavanaugh sont des menteuses. Ces excuses ne sont évidemment pas sincères, elles sont un moyen pour Trump de jubiler aux dépens d'une partie de ceux qu'il déteste le plus : les femmes qui se plaignent des violences qu'elles subissent, et les médias qui relaient ces plaintes. Que Kavanaugh soit innocent ou coupable n'avait aucune importance : avec cette parodie d'excuses, fort de l'élection du nouveau juge par le Sénat, qu'il assimile à un blanchiment total, Trump exulte et fait un sacré croche-patte à tous ceux qui ne sont pas d'accord avec la vérité qui sort de sa bouche et de celles de ses partisans.

Autre silence assourdissant : celui qu'il a gardé en 2017, après les événements de Charlottesville. Le 12 août, lors d'une manifestation de suprémacistes blancs opposés au déboulonnage d'une statue du général Lee, célèbre confédéré de la guerre de Sécession, l'un d'entre eux a foncé dans la foule de contre-manifestants avec sa voiture en blessant dix-sept personnes et causant la mort d'une femme de 32 ans, Heather Heyer. Dans la foulée de ce drame, Trump a tenu une conférence de presse où il a condamné « cette manifestation scandaleuse de haine, de fanatisme et de violence de plusieurs côtés. De plusieurs côtés ». Et à la grande indignation d'une bonne partie de l'Amérique, il n'a pas condamné les suprémacistes blancs à l'origine de la manifestation.

Devant le tollé que ce silence a soulevé, au bout de deux jours – deux jours ! – il s'est fendu d'une déclaration condamnant le racisme, les suprémacistes et le Ku Klux Klan. « Le racisme c'est le mal » (« *Racism is evil* »), a-t-il alors déclaré, en n'hésitant pas à prendre le risque de s'éloigner immodérément des lieux communs ²⁸. Mais chassez le naturel : quelques jours plus tard, lors d'un échange avec des journalistes, il n'a pu s'empêcher de préciser que les suprémacistes blancs avaient un permis de manifester, EUX, contrairement aux contre-manifestants, et qu'il y avait « des gens très bien » dans les deux camps.

Ce silence, interprété comme un refus de prendre parti contre les néonazis, est un message clair de la part de Donald Trump. Si on les traduit dans un contexte européen, sa politique et ses prises de position relèvent de l'extrême droite (xénophobie, isolationnisme, peine de mort, désignation systématique de l'étranger comme bouc émissaire, refus de tout système supranational, admiration ostentatoire de la poigne des dictateurs en exercice, on se croirait

dans un repas de famille chez les Le Pen). L'*alt-right* américaine a d'ailleurs pris parti pour lui et s'est servi de son élection en 2016 comme d'un tremplin pour occuper une place de choix dans le discours politique quotidien de l'Amérique. C'est moche à dire, mais l'Amérique est dirigée par un homme qui, à notre aune européenne, est ce que les moins polis appelleraient tout bonnement un facho.

26. James Hamblin, « Is Something Neurologically Wrong With Donald Trump ? », *The Atlantic*, 3 janvier 2018.

27. Conférence de presse du 26 septembre 2018, pour répondre à la question d'une journaliste qui lui demandait pourquoi il n'accordait toujours les bénéfices du doute qu'à des hommes, et jamais aux femmes qui les accusaient.

28. D'après Bob Woodward (*Fear. Trump in the White House*, *op. cit.*), c'est son conseiller Rob Porter qui l'aurait persuadé de reprendre la parole pour condamner les actes racistes. Trump se serait laissé convaincre mais aurait déclaré après-coup : « C'est la putain d'erreur la plus grosse que j'aie jamais faite. On ne fait pas ces concessions. On ne s'excuse pas. Je n'ai rien fait de mal à la base. Pourquoi passer pour un faible ? »

Pour en finir avec Donald Trump

Nombre de ses opposants rêvent de se débarrasser de Trump, avec une ferveur aussi intense qu'impuissante. L'*impeachment*, soit la procédure de destitution prévue pour évincer le président américain en exercice, est un espoir caressé par nombre de démocrates. À mi-mandat, lors de l'écriture de ce livre, rien ne laisse encore penser que cette procédure puisse se justifier. Et cela n'a pas tant d'importance que cela.

Parce qu'au final, ce n'est pas Donald Trump, le problème. Et sa langue, sa façon de parler ou de ne pas parler, son langage plus ou moins grossier ou fleuri, ne sont qu'un arbre minuscule qui cache une forêt gigantesque plantée le jour où les pèlerins du *Mayflower* ont débarqué et commencé leur œuvre de destruction/reconstruction à coups de génocide et de prosélytisme acharné ²⁹.

La responsabilité est collective. Si la langue de Donald Trump reflète parfaitement à la fois sa façon de penser et sa politique, teintée de grossièreté, de misogynie, de racisme, de manque absolu d'empathie et d'appât du gain, elle est le produit de son époque et de sa société. L'Amérique, quand elle regarde son président, se voit dans un miroir qu'elle croit déformant mais qui reflète une réalité qu'elle a longtemps voulu occulter et qui est en train de lui revenir en pleine figure.

Le rêve américain n'a jamais été que cela, un *rêve*. Le slogan de Trump, « Make America Great Again », spéculé sur un fantasme qui n'a jamais eu vocation à devenir réalité, et qui a été utilisé par d'autres candidats présidentiels avant lui. Les plus belles promesses de l'Amérique ont toujours été motivées par des aspirations bien moins reluisantes que ce que la mythologie historique veut nous faire croire. Oh, ce n'est pas l'apanage des États-Unis : nous-mêmes, en France, qui chantons les louanges de la république démocratique en invoquant l'intouchable Révolution française et autres prouesses napoléoniennes, nous empressons d'oublier ou de ne pas apprendre que les grandes avancées historiques dont nous sommes si fiers ont toujours d'une part baigné dans le sang, et d'autre part ont été la plupart du temps dirigées par des individus qui plaçaient leur intérêt (économique et politique) avant celui de la collectivité, mais qui avaient compris comment présenter habilement les choses pour que tout le monde croie y trouver son compte ³⁰. Aux États-Unis, pays construit sur le sang des Indiens, des

Africains et sur celui des pionniers à qui l'on promettait la lune, la réussite d'une minorité a occupé l'imaginaire national et occulté les misères de toute une partie de la population. Certes, l'Amérique a été le pays de ceux qui pouvaient réussir à partir de rien ; en témoignent les Rockefeller, Carnegie et autres Bill Gates. Mais ça a aussi été celui de ceux qui arrivaient des rêves pleins la tête et la faim au ventre, et qui n'ont pas trouvé d'or, de pétrole ou d'idée de génie. Celui des Petits Blancs, des *white trash*, des Indiens parqués dans les réserves, des esclaves et de leurs descendants, des Noirs victimes de ségrégation, de lynchage et aujourd'hui d'un racisme qui ne veut pas disparaître.

Le rêve américain est passé au-dessus de la tête d'un sacré paquet de femmes et d'hommes, malgré une iconographie nationale bourrée de symboles faussés et détournés. À côté des pèlerins venus trouver la paix religieuse, des colons traversant joyeusement les grandes plaines dans leurs chariots bâchés (coucou Laura Ingalls), des saloons de western où chantaient de jolies filles pas farouches et des GI partis embrasser de jolies petites Françaises à la Libération, la réalité c'est que les pèlerins, quand ils ne crevaient pas de faim ou de maladie, ont massacré les Indiens (qui ont fait ce qu'ils ont pu pour en faire autant, mais on sait qui a fini par gagner), que les colons à qui le gouvernement faisait des promesses mirobolantes pour chasser plus vite les Indiens de leurs terres et permettre aux compagnies de chemin de fer une expansion folle ont crevé de faim et d'épuisement par milliers en repoussant la Frontière vers l'Ouest, quand ils n'avaient pas été scalpés avant, que la très sanglante guerre de Sécession, après avoir enfin permis d'affranchir les esclaves, a également débouché sur la création du KKK et des lois ségrégationnistes, que les valeureux GI sont allés crever au Vietnam et qu'on ne sait toujours pas trop pourquoi, au juste...

Vision binaire de l'histoire des États-Unis, version simpliste d'une période bien plus nuancée, allez-vous me dire. Peut-être, mais c'est justement cette vision-là qui est proposée de l'Amérique d'aujourd'hui. « Make America Great Again », c'est une invitation à replonger dans un passé qui n'a jamais existé, à vivre dans ce monde manichéen auquel renvoie le discours binaire de Donald Trump et de l'Amérique tout entière, d'un côté comme de l'autre.

Devant ce portrait de Dorian Gray, l'Amérique s'accroche de toutes ses forces au bandeau qui l'aveugle. Tant que les États-Unis refuseront de nommer l'origine de leur mal, tant qu'ils ne feront pas une croix sur un passé qu'ils chérissent et qui en est devenu intouchable, ils n'arriveront pas à s'extirper du marasme dans lequel ils se sont embourbés depuis l'élection de Donald Trump et dont le président n'est qu'un symbole.

Car après lui, il pourra en venir un autre. Le malaise ne tient pas à un seul homme. Le mal est fait, et désormais tout est devenu possible : Trump n'est

pas un accident de l'histoire américaine. On ne pourra pas l'oublier lorsqu'il ne sera plus au pouvoir : il laissera son empreinte non seulement dans les politiques qu'il aura initiées et dans les juges de la Cour suprême qu'il aura nommés, mais dans la société tout entière, qui porte collectivement la responsabilité de l'avoir porté au pouvoir – ceux qui ont voté pour lui avant tout, mais aussi les générations d'édiles qui l'ont précédé et ont préparé le terrain. Tout comme les dictatures reposent sur un système, les États-Unis ont posé leur 45^e président sur une montagne de déni, et ce déni, il passe avant tout et surtout par la communication, par le discours, par la langue.

Car Trump n'est pas le plus grave problème de l'Amérique. Garant de l'ordre moral, surmoi symbolique de tout un pays, le président est censé être un modèle mais aussi l'étalon à l'aune duquel se mesure la moralité d'une nation. Quand le président s'indigne après un acte de haine, c'est toute l'Amérique qui se dresse. Mais quand il choisit de garder le silence, ou pire, d'encourager implicitement la violence, qu'elle soit institutionnelle ou privée, alors c'est un blanc-seing accordé aux déséquilibrés et aux citoyens dont les instincts les plus bas et les plus violents étaient jusqu'alors refoulés par la conscience que leurs actes agressifs seraient réprouvés par la plus haute instance de l'État, et donc la société tout entière. Comme le dit Jacques Généreux dans *L'Autre société* :

Chez les humains, la régulation de l'agressivité n'est pas génétique, mais sociale : elle consiste en rites et habitudes transmis par l'éducation. Les comportements violents et antisociaux manifestent donc une défaillance dans l'apprentissage de la limite et de la loi ; ils peuvent aussi résulter ou être aggravés par une défaillance de la culture, des conventions et des institutions énonçant et légitimant les interdits 31.

Or, la violence de la langue de Trump et de ceux qui le représentent peut être considérée comme une légitimation du passage à l'acte chez ceux qui étaient avant l'avènement de Trump à la limite de ces comportements violents et antisociaux. Ces personnes et ces comportements survivront au(x) mandat(s) de Trump, et laisseront une trace durable dans toutes les strates de la société américaine, pour longtemps.

L'arnaque sémantique fondatrice, c'est bien la Déclaration d'indépendance américaine : « Nous tenons ces vérités pour évidentes par elles-mêmes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables, notamment la vie, la liberté et la recherche du bonheur. » Certes, l'intention est louable et le texte est joli, mais il faut garder à l'esprit qu'il fut écrit par un propriétaire d'esclaves qui squattait avec son « peuple » tout neuf une terre volée à ses premiers occupants. En rédigeant le préambule de la Déclaration d'indépendance, Jefferson écrivait les premières lignes du mythe américain, du grand rêve mensonger derrière lequel des millions allaient

courir, et décrivait déjà une réalité qui ne correspondait en rien à ce que lui ou ses contemporains vivaient. La Déclaration d'indépendance, c'est la première officialisation de la réalité alternative. Sa diffusion, c'est la toute première *fake news* américaine.

Le premier amendement de la Constitution américaine protège tout un tas de libertés, notamment religieuse et d'expression. En Amérique, on a le droit de tout dire et d'afficher toutes les opinions qu'on veut. On peut arborer des croix gammées, souhaiter la mort de n'importe qui à haute voix, l'écrire même, c'est permis. L'incitation à la haine raciale n'y est pas un crime. Le révisionnisme n'est pas un concept brûlant comme en France où il n'est pas autorisé de mettre en doute la vérité historique. En Amérique, cette vérité n'appartient à personne. Par conséquent, chacun a la sienne, et tout le monde peut raconter ce qu'il veut sur l'origine de son monde et sur sa réalité. Et le président des États-Unis, comme les autres, a le droit de dire n'importe quoi et d'affirmer que c'est la vérité. Aucun garde-fou sémantico-constitutionnel ne l'en empêche. Alors pourquoi ne pas affirmer que le réchauffement climatique n'existe pas, que le charbon est une énergie propre ou qu'on n'a jamais vu des foules aussi denses qu'à ses meetings ? Ce n'est pas tellement plus fou que d'affirmer qu'Adam et Ève barbotaient avec des dinosaures et de l'ériger en vérité historique, enseignée dans un bon nombre d'établissements scolaires ³². Si on remonte à la genèse même de l'histoire de la politique américaine, on constate que le blanc-seing a été institué par les Pères fondateurs, aujourd'hui objets de culte national.

Il existe pourtant bien une sorte de censure dans le langage en Amérique, une seule, extraordinairement prégnante et intégrée par toutes les strates de la société. C'est peut-être même l'élément le plus consensuel de la société américaine. En effet, si en Amérique on est libre de dire ou d'écrire que les Juifs ne méritent pas de vivre, que les Noirs sont inférieurs ou que les Mexicains sont des violeurs, il existe un champ sémantique exclu du discours national. Ce qu'on n'a pas le droit de mentionner, en Amérique, est un héritage de cette époque puritaine des premiers jours de la nation américaine, c'est le Mal, avec un grand M, ce dont il faut protéger toute la société : le sexe.

L'Amérique a un tel problème avec le sexe (demandez à Woody Allen) qu'il faudrait un livre entier pour en parler, ce que je ne vais donc pas faire parce qu'il est grand temps que celui-ci se termine. Mais en quelques mots, l'époque fondatrice américaine où les activités sexuelles devaient être absolument contrôlées, par les autorités religieuses puis par l'État, où le sexe était pour la femme réduit à la fonction procréatrice, et une pratique autorisée mais qui devait rester discrète pour les hommes, car elle était l'empreinte du

péché, cette époque a donné naissance à une société où, malgré la révolution sexuelle et la prise progressive, mais jamais acquise, du contrôle de leur corps par les femmes, le stigmate du mal est resté marqué au fer rouge sur toutes les activités sexuelles qui ne s'inscrivent pas strictement dans le cadre conjugal et procréatif³³.

Mais quel rapport ? vous demandez-vous. Restez encore un peu, j'y suis presque. En Amérique, en 2019, toutes les formes de violence et de guerre sont montrables dans les médias : cinéma, télévision, Internet. N'importe qui peut s'acheter des armes assez facilement. En revanche, ce qui n'est pas permis, c'est de dire un mot à connotation sexuelle, genre *fuck* ou *vagina*, à la télévision. Par mesure de protection. Un peu comme dans la Bible, qui érige la violence en valeur et le sexe en horreur.

Pour écrire ce livre, j'ai regardé des heures et des heures de vidéo de Donald Trump, bien sûr, mais aussi de télévision américaine – reportages, journaux télévisés. Lors de mes recherches sur la réaction de Trump après Charlottesville, je suis tombée sur un reportage de CNN. Et j'ai vu, sans m'y attendre, la voiture qui avait fauché la foule et tué Heather Heyer. J'ai vu les corps projetés dans les airs, et le véhicule repartir dans l'autre sens au milieu d'une foule hurlante et ensanglantée³⁴.

Que cette démonstration de violence soit artistique, informative, utile, que sais-je encore, elle n'est qu'un exemple parmi des millions d'autres de ce que montrent quotidiennement et sans prendre de gants les médias américains. En revanche, aucun ne laissera passer un gros mot à connotation sexuelle sur ses ondes (petit rappel, *fuck*, à la base, ça veut juste dire « baiser »). Ces mots-là sont remplacés par un pudique « biiiiip » censé protéger les oreilles sensibles. Cela peut paraître cliché de mettre en parallèle affichage de la violence et négation de la sexualité ? C'est parfois dans les évidences que se cachent les vérités les plus simples. Réprimer des pulsions sexuelles et laisser le champ libre aux pulsions agressives, quel genre de comportements cela peut-il générer à l'échelle d'une société tout entière ?

Sans réinventer la roue freudienne, on peut affirmer qu'une société qui nie absolument l'importance et, partant, la banalité de la sexualité dans l'équilibre humain est condamnée à se casser la gueule d'un côté ou de l'autre. Du côté de ceux qui la « puritanisent » et qui refusent de l'envisager autrement que sous un carcan moral (publiquement en tout cas), conservateurs le plus souvent opposés à l'avortement, ou de celui qui la sexualisent à outrance (artistes et œuvres sur-sexualisé(e)s par exemple), réaction transgressive à des interdits tels que les vivent les adolescents.

d'une génération spontanée dans la bouche d'un milliardaire surgi de nulle part. On ne peut pas la réduire aux élucubrations d'un homme que l'on aimerait croire complètement dingue, pour n'être pas obligé d'écouter ce qu'il nous dit. Il faut écouter Donald Trump, parce qu'il n'est pas si bête : à la force de son ego, et malgré son inculture crasse, il a réussi à se hisser à la fonction la plus puissante de l'histoire de l'humanité moderne.

Il faut écouter Donald Trump parce que, par sa bouche, c'est l'Amérique la plus violente, la plus méprisable qui parle, mais c'est aussi, désormais, la plus puissante. Il faut l'écouter parce qu'en Occident, le règne de la raison a vécu. Les grandes décisions de bonne volonté qui ont suivi la catastrophe fondatrice du XX^e siècle, les alliances entre grandes nations pour ne plus laisser ce que l'humain a de plus moche en lui reprendre le dessus, les accords entre intellectuels de bonne volonté cherchant à satisfaire le plus grand nombre et à faire avancer l'humanité, cahin-caha, vers le mieux, c'est du passé. Et parce qu'un pays qui a à sa tête un homme dont le surmoi a l'air d'être totalement aux abonnés absents, et qui le prouve à chaque fois qu'il ouvre la bouche, ne peut qu'inspirer ses éléments les plus violents à se sentir autorisés à laisser libre cours à leurs instincts les plus bas.

Il faut écouter Donald Trump, malgré la tentation si forte de céder à une supériorité morale et intellectuelle, réelle ou fantasmée, qui nous pousse à refuser d'entrer dans son jeu et de le prendre au sérieux. L'intelligentsia américaine démocrate l'a déjà payé très cher le 8 novembre 2016, après avoir doucement rigolé devant la candidature de cette star de la télé-réalité qui se prenait pour une future huile de Washington.

Et puis il faut écouter Donald Trump, parce qu'il est contagieux : au Brésil, en Hongrie, en Turquie, en Italie, en Autriche et ailleurs, la violence des mots et des actes s'intensifie. Dans ces pays, qui se croient à l'abri grâce aux leçons de l'histoire, de plus en plus de citoyens tendent l'oreille vers l'Amérique et écoutent, eux, la langue de Trump.

29. Car oui, symboliquement, c'est là-dessus que l'Amérique est fondée. Les premiers colons étaient des puritains qui fuyaient les persécutions en Europe et qui ont trouvé dans le Nouveau Monde, outre, très souvent, une mort brutale, un moyen de persécuter à leur tour au nom d'une morale religieuse dont les traces sont encore très fortes aujourd'hui.

30. Prenons nos symboles les plus fréquemment arborés au titre de la fierté nationale : la Révolution française a été une sale affaire, d'un point de vue victimes innocentes, sans parler de l'épisode de la Terreur. Quant à Napoléon, c'était un dingue dévoré d'ambition qui rêvait de conquérir l'Europe.

31. *L'Autre société. À la recherche du progrès humain*, Le Seuil, 2011.

32. En 2014, selon un sondage Gallup, 42 % des Américains croyaient que les humains avaient été créés par Dieu il y a 10 000 ans. D'autre part, dans de nombreuses écoles américaines, le créationnisme est déjà enseigné en cours de philosophie, religion ou éducation civique, et certains États permettent aux professeurs (au Texas, par exemple) d'enseigner une « alternative » à l'évolution en cours de sciences.

33. Je recommande de (re)lire *La Lettre écarlate*, de Nathaniel Hawthorne, l'histoire d'une jeune femme de la communauté puritaine de l'Amérique des années 1640, stigmatisée pour adultère et

condamnée à porter un A rouge sur la poitrine, puis d'embrayer sur *La Servante écarlate*, de Margaret Atwood, roman dystopique décrivant une société américaine où les femmes sont réduites à leur rôle procréateur. Ensuite comparez les deux (le mot « écarlate » dans le titre est une coïncidence de traduction, en anglais il ne figure pas dans le livre d'Atwood), et constatez qu'en quatre siècles certaines choses n'avancent pas vite.

34. On retrouve cette scène à la fin du film de Spike Lee *BlacKkKlansman*, qui la juxtapose avec les déclarations de Trump affirmant que les deux camps ont des torts. C'est le premier film à illustrer à quel point l'ère de Trump marque une régression institutionnalisée de la société américaine dans ses rapports sociaux et raciaux.

Merci

Avant tout, je tiens à remercier Clotilde Meyer, à l'origine de ce projet, qui a guidé avec enthousiasme, efficacité et bienveillance l'écriture de ce livre.

Merci à vous de lire les remerciements alors que vous n'y êtes probablement pas cité.

Merci à Bonnie et Josh, mes plus grands fans, les plus objectifs de tous.

Merci à tous ceux qui m'ont servi de béquille psychologique pendant les mois qu'il m'a fallu pour écrire ce livre : Inga Nop, ma sœur âme depuis un quart de siècle, qui croit en moi sans jamais faillir, Peggy Sastre pour sa relecture partielle mais active, Anne-Laure Bell, Marie Aarnink, Solène Sellier pour le soutien musical et moral, mais aussi Chloé Leleu, compagne de galères sémantiques, sans oublier Alexandra Louis et Céline Griffon, la première à avoir titillé ma plume sur les bancs du lycée pendant les interminables heures de cours où nous ennuyions tant.

Enfin, merci à Romuald Serive, responsable involontaire des gestes déclencheurs de ma vie d'écriture.

COUVERTURE : Quintin Leeds

MISE EN PAGE : Soft Office

RÉVISION : Emmanuel Dazin

FABRICATION : Maude Sapin

COMMERCIAL : Pierre Bottura

PRESSE/COMMUNICATION : Isabelle Mazzaschi, Jérôme Lambert,
avec Adèle Hybre

RELATIONS LIBRAIRES : Jean-Baptiste Noailhat

DIFFUSION : Élise Lacaze (Rue Jacob diffusion), Katia Berry
(grand Sud-Est), François-Marie Bironneau (Nord et Est), Charlotte Jeunesse (Paris et région
parisienne),

Christelle Guillemot (grand Sud-Ouest), Laure Sagot
(grand Ouest), Diane Maretheu (coordination), Elisabeth Gastaldo (commercial) et Charlotte Knibiehly
(ventes directes),

avec Christine Lagarde (Pro Livre), Béatrice Cousin
et Laurence Demurger (équipe Enseignes), Fabienne Audinet (LDS), Bernadette Gildemyn et Richard
Van Overbroeck (Belgique), Nathalie Laroche et Alodie Auderset (Suisse),
Kimly Ear (Grand Export)

DISTRIBUTION : Hachette

DROITS FRANCE ET JURIDIQUE : Geoffroy Fauchier-Magnan

DROITS ÉTRANGERS : Sophie Langlais

ENVOIS AUX JOURNALISTES ET LIBRAIRES : Patrick Darchy

LIBRAIRIE DU 27 RUE JACOB : Laurence Zarra

ANIMATION DU 27 RUE JACOB : Sophie Quetteville

COMPTABILITÉ ET DROITS D'AUTEUR : Christelle Lemonnier,
Camille Breynaert et Christine Blaise

SERVICES GÉNÉRAUX : Isadora Monteiro Dos Reis

ISBN papier : 978-2-7112-0011-5

ISBN numérique : 978-2-7112-0053-5

Dépôt légal : Janvier 2019

Cette édition électronique du livre *La langue de Trump* de Bérangère Viennot a été réalisée le 5 décembre 2018 par Soft Office.